

## COMPOSITION D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

### ÉPREUVE COMMUNE : ÉCRIT

**Frédéric Attal, Isabelle Dasque, Paul Dietschy, Laure Machu, Marie-Jeanne Martin, Sylvain Mary, Nicolas Picard, Grégoire Le Quang, Guillaume Tronchet, Alexis Vrignon**

**Durée : 6 heures**

**Coefficient : 3**

Il n'a pas échappé aux candidats et aux candidates qui ont cette année composé en histoire sur « Contester en France (1871-1995) » l'actualité très contemporaine du sujet. Bien que les bornes chronologiques aient clairement invité à traiter la période située entre d'un côté, la Commune de Paris, et de l'autre, soit la campagne électorale de Jacques Chirac sur la fracture sociale, soit, à la fin de l'année 1995, les manifestations contre le plan Juppé qui ont marqué le réveil de la contestation sociale en France – étudiée par ailleurs par Bourdieu –, les correcteurs et les correctrices n'ont pas été surpris par les accroches sur les « gilets jaunes ». C'est de bonne guerre, si l'on peut dire, et puisque le sujet n'a pas déstabilisé la très grande majorité des candidat.e.s, la moyenne générale reste satisfaisante en atteignant un peu plus de 9 (9,38 en 2018) et l'écart-type atteint très exactement 4 (4,61 en 2018). C'est certes en-deçà de la performance assez exceptionnelle de l'an passé, mais la raison est sans doute l'augmentation du nombre de candidats et candidates (860 ayant effectivement composé contre 718 en 2018) : de nouvelles khâgnes s'ouvrent qui n'ont pas la même expérience que les vétérans.

Il faut toutefois ne pas cacher la baisse du nombre de copies excellentes : seules 16,74% au-dessus de 14/20 contre 24,09% en 2018 et 59 copies supérieures ou égales à 16 contre 88 en 2018. L'une des raisons d'une tête de classement moins fournie que l'an passé tient à ce que même les meilleures copies n'ont pas pris en compte toutes les dimensions du sujet, et singulièrement la dimension culturelle, peu développée dans une très grande majorité des bonnes voire des excellentes copies. Contester l'ordre était le plus souvent confiné au champ politique et social. Les meilleures copies traitaient très bien des formes aussi bien que des thèmes de contestation contre la République, contre l'ordre moral, contre la République bourgeoise, contre la loi de Séparation, contre la démocratie parlementaire, etc. jusqu'à l'anticolonialisme, mai 68 bien sûr, les nouveaux mouvements sociaux. Les auteurs cités étaient alors, pour l'histoire, Danielle Tartakowsky (manifestations), Charles Tilly (sur le répertoire d'actions), Ludivine Bantigny (mai 68) sans oublier les classiques : Michel Winock (*La fièvre hexagonale*), Robert Tombs (sur la Commune) ... Les grèves, les tentatives de révoltes en tant de guerre, la Résistance, le rôle du syndicalisme révolutionnaire, de l'anarchisme, du PCF, etc. étaient également abordés de façon plus ou moins convaincante selon les copies. Enfin, la contestation de l'ordre patriarcal, l'essor des mouvements des femmes, des suffragettes aux féministes post-68, la remise en cause de l'« ordre » hétérosexuel par l'affirmation des droits des homosexuel.le.s, de la société de consommation au nom de la préservation de l'environnement, sont autant de développements qui démontraient que la dimension sociale était bien comprise. Les nouveaux mouvements sociaux avaient leurs penseurs (Inglehart, Touraine), mais étaient également cités Hirschman (*Exit, Voice and Loyalty*) et d'autres sociologues.

Quelle déception toutefois de n'avoir vu traiter que de façon brève et intermittente la contestation des académismes de quelque domaine qu'ils soient, des impressionnistes aux avant-gardes de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle ! En général, des copies mêmes très solides,

se contentent de citer le dadaïsme ou le surréalisme après la Grande Guerre, mais c'est limité et il n'y a pas grand-chose après 1945. Mai 68 aurait pourtant dû servir de paradigme, creuset de toutes les contestations, à partir duquel, tout en prenant garde à éviter toute téléologie ou anachronisme, on pouvait établir une liste presque exhaustive des motifs de contestation, sans craindre de n'oublier aucune dimension. Une nouvelle fois le décloisonnement disciplinaire ne pénètre pas les copies, même les meilleures – on pense à la littérature – et il est dommage que celles qui ont traité ces aspects aient en revanche pêché sur d'autres thèmes. Dommage car parfois les exemples étaient bien choisis : de *L'Homme révolté* au poème « Contre ! » d'Henri Michaux, *La nuit remue* (l'un des exemples les plus pertinents). Quant à la contestation des savoirs établis, anti-universitaire et anti-mandarinal de mai 68 – et d'autres époques, si l'on prend par exemple le renversement épistémologique qu'a pu constituer en son temps, dans l'historiographie française, l'école des Annales –, elle est une nouvelle fois le plus souvent oubliée, comme il y a deux ans lorsque le sujet portait sur les élites en France. Que l'histoire, la philosophie (dont les agrégations avaient été supprimées sous le Second Empire) puissent être des vecteurs de contestation de l'ordre, au même titre que la littérature et l'art, cela échappe aux candidat.e.s. Et la sociologie n'est visiblement pas davantage « un sport de combat ». Seule, parfois, l'économie keynésienne était donnée en exemple de contestation de l'ordre libéral.

Les correcteurs et correctrices ont, malgré cette absence, plusieurs motifs de satisfaction. Sans revenir sur la solidité des connaissances en histoire sociale et politique et les références en la matière, l'analyse pertinente et souvent détaillée du sujet a été très appréciée. Dans plusieurs copies, l'« ordre » était décliné en plusieurs thèmes, bien illustrés. Des sociologues étaient mobilisés d'emblée (Max Weber). La contestation était décrite comme intermittente, discontinue et changeant sans cesse de visage – ce qui permettait de lancer une première piste de problématique. La contestation elle-même se voyait illustrée sous toutes ses formes possibles, et les moyens de lutte mis en parallèle avec les groupes mobilisés. Cela, pour les meilleures introductions. D'autres candidat.e.s ont été moins inspiré.e.s. C'est le cas de celles et ceux qui ont séparé le verbe « contester » de son complément d'objet. Or contester pris dans son sens absolu n'est pas contester l'ordre. Une interpellation au Parlement, l'opposition gouvernementale sont des contestations de la politique menée par l'exécutif, mais au sein d'un système qui n'est absolument pas remis en cause. Contester l'ordre va bien plus loin.

Cela nous amène à souligner les défauts majeurs trouvés dans les copies seulement moyennes le plus souvent inférieures à 12/20, mais aussi dans des copies très honorables mais qui ont pu parfois s'égarer. À cet égard, l'ampleur chronologique supposait une rigueur dans la gestion du temps et dans l'argumentation – la seule réelle difficulté du sujet – qui a parfois manqué à de bonnes voire de très bonnes copies les empêchant ainsi d'atteindre la note maximale. Une copie pouvait ainsi à la fois sacrifier l'après-1968 et comporter une conclusion de deux pages et demie, ce qui est fort dommage. Observons pour conclure sur ces questions de maîtrise du temps et d'efficacité, qu'une copie de 13 pages, remarquable par la richesse des thèmes traités autant que par sa concision a pu obtenir la note de 17/20. Le délayage ne sert à rien, surtout lorsque le ou la candidat.e s'éloigne du sujet. De nombreuses copies ont eu tendance à traiter davantage la répression – un sujet en soi, bien que moins riche – que la contestation. Ce fut le cas par exemple des développements concernant la Commune, les grèves ou encore la répression durant le régime de Vichy. Traiter de la contestation de l'ordre supposait de ne pas seulement décrire des événements comme trop de copies décevantes l'ont fait mais d'expliquer l'ordre ou les « ordres » qui faisaient l'objet de la contestation et également de présenter la société alternative qui était proposée. L'exemple de la Commune est un cas d'école : les dates étaient données, quelques événements pouvaient être décrits, mais de l'ordre contesté – sauf peut-être le refus de la défaite contre la Prusse – et de la contre-société établie, il était peu fait allusion dans beaucoup de copies, là où l'on attendait un rappel même rapide

sur l'importance du socialisme proudhonien, de l'anticléricisme ou encore du programme décentralisateur du mouvement. Quelques « impasses » ont pu surprendre : s'il est dommage que les mouvements de l'ultra-gauche dans les années soixante et soixante-dix aient quasiment disparu, le jury, rappelons-le, n'attendait pas l'exhaustivité ; il est cependant curieux que trop de copies aient ignoré le PCF à sa naissance et après 1947. On ne pouvait pas non plus attendre des développements amples sur les deux guerres mondiales, mais il est dommage que d'un côté Vichy et de l'autre la Résistance (plus le premier que la seconde) n'aient pas donné lieu aux analyses attendues compte tenu du sujet. Les notes médiocres ont concerné, au-delà des habituelles copies indigentes, celles qui, ignorant ou délaissant le plus souvent le sujet, se sont contentées d'une simple chronique d'histoire politique de la France. Enfin, plus peut-être que les autres années, le jury a été frappé par de trop nombreuses copies truffées de fautes d'orthographe, de grammaire et surtout de conjugaison. L'intitulé du sujet n'évoquait pas l'ordre établi, mais parmi celles et ceux qui ont voulu ajouter l'adjectif, il y en eut trop qui ont cru devoir ajouter un « t » inexistant (même chose pour le maintien (sans « t ») de l'ordre).

Ces réserves faites, les concepteurs du sujet, qui s'apprêtent à passer la main à deux de leurs collègues, après six années consacrées à la correction de l'épreuve écrite d'histoire du concours B/L, se félicitent de la solide culture historique d'un nombre chaque année plus élevé de candidat.e.s, du sérieux de leur préparation, et sont même impressionnés par la maturité précoce dont témoignent les meilleur.e.s dans la réflexion et dans les connaissances en histoire contemporaine.

#### **PROPOSITION DE DEVOIR DÉVELOPPÉ SUR LE SUJET**

*L'introduction et la structure même du devoir peuvent servir de modèle, il va sans dire que le jury ne pouvait attendre les développements nombreux et denses qui sont proposés.*

Avec sa foule militante déferlant les rues et brandissant des drapeaux rouges, étendards de la révolution sociale, *La manifestation* de Steinlen peinte vers 1900 présente l'une des pratiques de la contestation devenue emblématique de la modernité, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours. Précaire et transitoire en même temps qu'elle introduit une rupture de l'usage codifié de l'espace et du temps, la démonstration de rue s'est généralisée, rendant manifeste et visible un sujet de mécontentement au-delà de la sphère de ceux directement concernés et implique l'opinion publique et les autorités (D. Tartakowski). Le recours à la rue est un enjeu essentiel dans l'affirmation d'un contre-pouvoir populaire et démocratique, de la commune à la Ve République, au moment où le modèle parlementaire et représentatif s'enracine en France. La manifestation mais aussi la grève légalisée depuis 1864 (sauf dans la fonction publique où il faut attendre le Préambule de la Constitution de 1946) s'érigent en formes dominantes du répertoire d'action, avec une forte capacité mobilisatrice parfaitement adaptée à l'irruption des masses sur la scène publique. Elles n'en épuisent cependant pas moins tout le registre contestataire, depuis 1871 jusqu'à 1995. La période étudiée s'ouvre d'ailleurs sur la Commune qui puise dans le répertoire de l'insurrection et de la barricade, tout en portant le projet de révolution démocratique et sociale et l'aspiration à un gouvernement direct du peuple. Elle se termine par les grèves massives, dans la fonction publique et le secteur privé contre le Plan Juppé sur les retraites et la sécurité et aboutissant à la quasi-paralysie du pays.

La multiplicité et l'évolution des formes prises par la contestation entre 1871 et 1995, sur les raisons et les moyens de contester l'ordre et les ressorts qui l'animent (les idéologies, les frustrations, les craintes ou encore les fantasmes...) interrogent l'historien.ne. Par « ordre », il faut entendre les cadres, les normes, les croyances, les valeurs, les décisions établis par une autorité ou un pouvoir, investis de légitimité (celle que peuvent conférer, le temps, la tradition,

l'élection, le statut, la compétence...) et les institutions (l'Etat, l'Eglise, l'armée, la police, la justice, l'académie, l'université, ...) ou les groupes (la noblesse, la bourgeoisie, les fonctionnaires, les patrons ...) qui les incarnent sur tous les plans : politique, économique, social, religieux, moral, intellectuel, esthétique. La période est propice à la contestation, d'abord en raison de la libéralisation et de l'élargissement de l'espace public – si on excepte les contextes de guerres (espace contrôlé et réduit pendant la Première guerre mondiale ou la guerre d'Algérie, et inexistant sous Vichy et l'occupation) – et ce, malgré le contrôle juridique, policier et militaire du maintien de l'ordre. Mais cet encadrement peut tout autant produire et légitimer la contestation. Comment d'ailleurs s'adapte celle-ci à ces contraintes, par le recours à l'action clandestine, à la violence ? Par ailleurs, les bouleversements idéologiques et politiques, sociaux, technologiques et culturels, le passage d'une société rurale et agricole à une société urbaine et industrielle, les reconfigurations professionnelles, les mutations de l'Etat lui-même transformé dans ses structures et fonctions à la fois médiateur, cible et interlocuteur obligé, ont pu faire émerger de nouvelles raisons et façons de contester : de nouvelles revendications en découlent, tant sur le plan de l'égalité civique (des femmes, des jeunes, des indigènes dans les colonies ...) que sur le plan de la reconnaissance de droits politiques et sociaux ou de statuts. Il faut être attentif à la circulation des pratiques contestataires, d'un groupe à un autre, d'une échelle à une autre (locale, régionale, nationale voir même internationale) et les solidarités contestataires qui naissent par-delà les frontières nationales sous l'influence des mouvements internationalistes, ouvriers, révolutionnaires, tiers-mondistes, anti-impérialistes et qui élargissent les objectifs et les modalités. Le terme de contester doit être entendu dans une définition large, entendue comme toute action de s'opposer à l'ordre, de façon individuelle ou collective, légale ou illégale, pacifique ou violente, émanant aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur au parti, à l'institution, à la profession, au groupe social. L'analyse de cet aspect protéiforme des contestations peut s'appuyer sur la notion de « répertoire d'action collective » forgée par le sociologue C. Tilly (*La France conteste*, 1986) et distinguer les formes archaïques empruntées à l'époque moderne (l'émeute frumentaire, la lutte antifiscale ou antiseigneuriale des jacqueries, ...) et les formes plus modernes consécutives de la libéralisation de l'espace public. Elle permet d'étudier les processus et les modalités contestataires : espaces investis, rapports avec l'autorité, rôle des élus, des intermédiaires que sont les organisations professionnelles, les syndicats, les partis ...

Des questionnements indispensables doivent être posés, pour faire apparaître toutes les dimensions de l'acte contestataire : qui conteste, au nom de quelles idées et de quelles valeurs, avec quels moyens, dans quel espace (la rue, l'usine, les bâtiments publics, la maison du patron, les salons indépendants pour les artistes, les routes, les campus ...) et pour quels résultats (négociations, reconnaissance de nouveaux droits et libertés ?). Quelle est aussi la mémoire de la contestation et dans quelle mesure est-elle constitutive d'une culture et d'une identité spécifique (de classe, corporatiste et professionnelle, générationnelle, de genre...) ? De même, dans quelle mesure la contestation forge-t-elle aussi tout un imaginaire (archaïsme et sauvagerie, en ce qui concerne les paysans dont les contestations restent longtemps qualifiées de « jacqueries ») et des représentations parfois simplificatrices, mais qui génèrent craintes, crispations ou mépris. Les objectifs pluriels de la contestation de l'ordre doivent être interrogés, en fonction de leur contexte respectif : faire valoir des droits, une autre conception politique, sociale, esthétique ? De quelle légitimité la contestation se réclame-t-elle et à quelles autres légitimités se trouve-t-elle confrontée (les urnes, le droit de propriété...). Une réflexion sur les acteurs (les droites monarchiques et bonapartistes, les républicains, les ouvriers, les socialistes, les paysans, les classes moyennes indépendantes, les anciens combattants, les femmes, les étudiants, les immigrés, les minorités sexuelles...) permet de montrer non seulement leur élargissement mais aussi de souligner la conflictualité des différents courants contestataires, la manière dont certains se rejoignent, s'opposent ou divergent dans l'origine de leurs contestations comme dans les résultats obtenus.

Les références historiographiques mobilisées peuvent être multiples, à la croisée de l'histoire sociale, politique, culturelle, histoire du genre, de l'environnement. Elles peuvent renvoyer à l'histoire des groupes politiques (J. Garrigues, M. Winock, O. Dard...) ou sociaux, de l'histoire des catégories socio-professionnelles (C. Zalc, C. Charle, E. Lynch...) et des mouvements sociaux (M. Pigenet) dont le terme s'est répandu depuis les années 1980 pour désigner une mobilisation collective contestataire, venue d'en bas, de la profondeur de la société. Le champ de l'étude de la manifestation s'est renouvelé avec notamment Danielle Tartakowski qui a mis en exergue 4 types : la manifestation-insurrection censée réitérer la prise de la Bastille et la marche sur Versailles, et qui a pour cible l'Etat et un pouvoir pour infléchir ses décisions ; la manifestations-festive (par exemple, la contre-commémoration), qui constitue un lieu d'apprentissage, avec de nouveaux rites et qui est constitutive d'identités collectives ; la manifestation mise en demeure ou manifestation-pétition et enfin la manifestation-levée en masse qui vise à se substituer à l'Etat ou au régime défaillant pour rétablir la légitimité républicaine...

Plusieurs problématiques sont possibles. Contester l'ordre serait le signe des mutations qui traversent la société française entre 1871 et 1995 sur les plans politique, social, économique et culturel ; la contestation peut être une réponse aux défis de la modernité, autant politique que sociale, économique et culturelle et être un moteur des évolutions ; le dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle voit-il un émiettement, une sectorisation en quelque sorte des motifs de contestation de l'ordre ?

## **I- CONTESTER L'ORDRE DANS LA RÉPUBLIQUE LIBÉRALE, CONSERVATRICE ET BOURGEOISE (1871-1914)**

### A) Contester le régime républicain, les valeurs et le conformisme auxquels il est identifié

#### 1) *Un régime qui ne répond pas aux aspirations politiques, de justice sociale et d'égalité*

- a) On conteste le régime, les institutions et les hommes qui le servent, pour plusieurs raisons. Contestations qui viennent de la droite monarchique et bonapartiste, des républicains libéraux, et de la gauche radicale et socialiste.
  - Contestations qui émanent des opposants traditionnels au régime républicain, notamment dans les rangs monarchistes et au sein du monde catholique, qui lui opposent un ordre monarchique, respectueux des hiérarchies sociales et des libertés de l'Eglise. La République, fille aînée de la Révolution, incarne l'individualisme et l'anticléricisme et s'identifie à la laïcité, au positivisme et à la foi dans la raison et le progrès, tandis que l'Eglise, ciment de l'Ordre moral, fait office de force hostile à la modernité (cf le Syllabus) ce qui lui vaut d'être dénoncée par les Républicains. Ces contestations resurgissent avec une République qui s'identifie à l'ordre voulu par les radicaux et dont l'anticléricisme est le fer de lance avec les lois de 1901 et 1904 et la séparation des Eglises et de l'Etat, la crise des inventaires.
  - Contestations qui émanent des insatisfaits de la République libérale et parlementaire (instabilité ministérielle, faiblesses structurelles, scandales financiers) et qui plaident pour une république plébiscitaire (Déroulède) et un régime fort. C'est le boulangisme qui va illustrer le mieux la contestation antiparlementaire, réunissant des forces antagonistes venues de l'extrême gauche et de l'extrême droite, liguées contre le régime, accusé de faiblesse face à l'Allemagne, et dont le slogan « Dissolution, Constituante, Révision » lancé en 1888-1889 résume les griefs. Les partisans de Boulanger se recrutent autant au sein des couches moyennes inférieures, entre prolétariat et petite bourgeoisie qu'en milieu rural, dans les départements ruraux où la propagande joue sur l'héritage patriotique et autoritaire du bonapartisme, les revendications sociales et l'éloge de l'ordre (B. Joly, J. Garrigues). Tournant que constitue le boulangisme qui ouvre la voie

à la contestation dans laquelle se reconnaît la droite nationaliste, d'un régime corrompu, miné de l'intérieur par des forces hostiles et extérieures à la tradition française (les étrangers, les juifs, les francs-maçons).

- L'Affaire Dreyfus met au jour la contestation d'un régime incapable de défendre les libertés de l'individu et de toutes les institutions d'Etat (président, ministres de la guerre, armée, sénat, magistrature, police...) et de l'armée rendues complices des faussaires, du nationalisme, de l'antisémitisme (« J'accuse », Zola). Deux visions de l'ordre s'entrechoquent : d'un côté les antidreyfusards pour qui l'ordre politique et social doit reposer sur l'honneur de l'armée et de toutes les institutions étatiques, l'autorité de la chose jugée et la raison d'Etat et de l'autre, les dreyfusards pour qui l'ordre repose sur le respect des droits de l'individu. Avec l'Affaire Dreyfus, l'opinion publique est saisie et toutes les valeurs qui fondent l'ordre républicain se trouvent remises en cause (l'égalité de tous devant la loi et la justice ; les droits de l'individu contre la chose jugée ; la conception universelle de la nation). Par ailleurs, avec l'Affaire Dreyfus, émerge la figure contestataire de l'intellectuel qui se doit de dénoncer les faux semblants entretenus par les élites au pouvoir (corruption, mensonge), de refuser le jeu politique classique et de prêcher une nouvelle action politique authentique. Les intellectuels proposent également un autre rapport à l'ordre politique en dehors des voies traditionnelles, dans les fins, dans les modes d'interventions et la mobilisation. Ils affirment haut et fort face à leurs détracteurs la légitimité par le mérite et la science, tout aussi démocratique que celle issue des élections.

b) On conteste un ordre républicain inégalitaire sur le plan des droits

- Entre les genres. Contre la domination masculine, se déchaîne la campagne suffragiste menée en 1872 par Maria Deraismes et Léon Richter puis relancée par Hubertine Auclert ; les premières organisations (Conseil national des femmes françaises, l'Union française pour le suffrage des femmes). Les modes d'action privilégiés sont la manifestation et la pétition. Les femmes réclament des droits spécifiques comme la protection de la maternité ou des droits égaux à ceux des hommes dans tous les secteurs (droit au travail, à l'éducation, égalité civile entre les époux, égalité civique et égalité juridique et professionnelle). Contestation du code civil et appel à sa révision lors du centenaire en 1904.
- Inégalités sociales et misère du peuple : le régime est jugé incapable de soulager la misère des ouvriers qu'il réprime. Rappelons l'épisode de la Commune qui, partant d'un refus de la défaite, développe un programme socialisant d'inspiration proudhonienne (anticléricalisme et fédéralisme). Le souvenir de la Commune est encore vif dans le mouvement ouvrier. Citons également les importants conflits sociaux : Fourmies, les grèves des années 1906-1909. Les critiques viennent d'horizons variés : membres du mouvement ouvrier, radicaux solidaristes qui dénoncent l'insuffisance de la législation sociale de l'Etat et en appellent à ses responsabilités sociales. Il faut aussi y ajouter les leaders du monde catholique qui donnent au catholicisme social une tonalité plus révolutionnaire (premiers efforts de démocratie chrétienne avec Le Sillon) : ils veulent en effet rénover le catholicisme et davantage le faire pénétrer dans la classe ouvrière, ce qui leur vaut d'être condamnés par l'Eglise (condamnation du Sillon en 1910, qui survit grâce à la Ligue de la jeune république fondée en 1912). Les premières initiatives de démocratie chrétienne sont perçues comme en contradiction avec l'encyclique *Graves de Communi* (1901) qui cantonne celle-ci à la bienfaisance sociale en lui interdisant toute portée politique.

- Contestations relayées par des courants variés de la gauche (anarchiste, marxiste, syndicalistes révolutionnaires), pour qui l'émancipation du prolétariat passe par la destruction de l'Etat bourgeois auquel est identifiée la République. A la République parlementaire et représentative, certains opposent un autre ordre, inspiré de la Commune et fondé sur la démocratie directe. Les moyens qu'ils préconisent sont incompatibles avec l'ordre républicain et libéral. Ils en appellent à l'action autonome du prolétariat -la grève générale notamment- pour définitivement se débarrasser du salariat et du patronat. Cela implique refus de toute collaboration avec les représentants de la bourgeoisie (d'où la crise du ministérialisme), refus de la voie électorale et représentative, autonomie par rapport aux partis politiques (notamment de la SFIO, charte d'Amiens). La CGT prône un syndicalisme d'action directe porteur de perspectives révolutionnaires (cf. *Réflexions sur la violence* de Georges Sorel, 1908) qui lie l'émancipation des ouvriers à la perspective d'une grève générale.
- Contestation de l'ordre colonial que la République inflige aux colonisés sous prétexte de civiliser et qui se traduit par un maintien de l'ordre répressif, l'indigénat, le travail forcé et le refus d'octroyer les mêmes droits de citoyenneté aux colonisés. S'en font l'écho la presse nationale (*L'Humanité*, les *Cahiers de la Quinzaine*, *L'Assiette au beurre*), la Ligue des droits de l'Homme, Gustave Rouanet (député socialiste) et Félicien Challaye par exemple.

## 2) Contester un ordre social et moral façonné par la société bourgeoise dominante

- a) L'ordre social, avec ses hiérarchies, son modèle patriarcal et l'autorité masculine confortés par le Code civil est remis en question. Il est vu comme injuste, car dominé par les élites parties prenantes de l'ordre établi, traditionnelles ou nouvelles, auxquelles on dénie toute légitimité en raison de leur incompétence (face à la grande dépression qui s'éternise, face aux dysfonctionnements structurels du régime), de leur moralité (cf. corruption, avidité au profit etc...) ou de leur origine (juifs, protestants, étrangers etc...). La contestation passe par la caricature des mœurs et des types sociaux, accusés de maintenir les inégalités sociales et économiques et d'être avides de pouvoir et d'enrichissement, tels le brasseur d'affaires sans foi ni loi, le spéculateur ou le patron. Ex : le personnage d'Isidore Lechat, prédateur sans scrupules, dans *Les affaires sont les affaires*, (1903) d'O. Mirbeau. Les élites se trouvent dénoncées pour ne pas avoir soulagé la misère des ouvriers qui subissent la discipline de fer dans des établissements toujours plus grands à l'heure de la seconde révolution industrielle. Aussi, nombre d'artistes et écrivains s'emparent de la question sociale, en s'adonnant à un art social par son contenu et par ses destinataires d'où les liens qui se tissent entre avant-gardes esthétiques, politiques et sociales (B. Tillier). Ils conçoivent des œuvres aux sujets engagés, auxquelles ils affectent une fonction éducative et propagandiste (Pissarro, Signac Delannoy, Van Dongen) tel *Le démolisseur* de Signac ou les *bucherons* de Pissarro, censés abattre les arbres symbolisant le capital ou l'autorité (B. Tillier) ; Jules Adler peint les grèves ouvrières du Creusot en 1899 *La grève au Creusot*, pour dénoncer la misère économique, l'injustice sociale, l'autorité incarnée par l'armée, l'Eglise, la justice, le patron. Peinture tournée vers la promesse d'une société idéale et harmonieuse (cf. *Au temps d'Harmonie*, de Paul Signac). Les artistes mettent en scène des cortèges de manifestants et de grévistes qui sont autant d'exhortations à la protestation.
- b) Ce sont aussi les conventions sociales et le conformisme étroit de cette société bourgeoise confinant à l'ordre moral, qui se trouvent aussi contestés, donnant lieu à

toutes les formes possibles de transgression et de comportements considérés comme déviant au regard des normes (homosexualité, alliances matrimoniales jugées non conformes à l'endogamie sociale ou confessionnelle, transgressions vestimentaires, conversion à d'autres religions comme le peintre Etienne Dinet devenu musulman...). La contestation de la place de l'Église nourrit une poussée de l'anticléricalisme, une baisse de la pratique des sacrements ou leur laïcisation (enterrements, mariages et baptêmes civils qui gagnent les élites républicaines). Les valeurs de la famille se trouvent malmenées (divorce, concubinage, critique libertaire du mariage par Léon Blum, *Du mariage*, en 1907). Mais aussi la propriété privée, autre pilier de l'ordre social depuis la Révolution française, est violemment contestée sur le plan théorique (adoption du collectivisme au congrès de Marseille de 1879), mais aussi par la promotion du vol, notamment dans les milieux anarchisants (Alexandre Marius Jacob qui inspire le personnage d'Arsène Lupin) et la diffusion de la criminalité. Criminalité rurale qui resurgit avec des bandes multipliant vols et crimes (la bande Pollet, les « chauffeurs de la Drôme »), errants et mendiants en marge de l'ordre social et économique ou encore la délinquance urbaine : c'est le cas des apaches, jeunes délinquants et rebelles des faubourgs (D. Kalifa) qui refusent les cadres sociaux dominants posés par la famille ou l'atelier, le travail, les valeurs et la discipline du monde industriel (cf. *Casque d'Or* film de Jacques Becker, 1952, inspiré librement de la vie d'une prostituée dans le milieu des Apaches).

### 3) *Contester l'ordre intellectuel, culturel et esthétique*

- a) Dans le domaine intellectuel, des voix discordantes s'érigent contre la glorification de la science (Paul Bourget, Villiers de l'Isle-Adam, Bergson, Brunetière), impuissante à répondre aux questions touchant à l'origine de l'homme, sa destinée (J. Lalouette) et contre l'idéologie du progrès (Huysman), alors que le positivisme et la pensée scientiste bercent les élites de la Troisième République. Bergson réhabilite l'intuition contre la raison, la liberté de l'individu contre les déterminismes. Et avec lui, certains intellectuels s'interrogent sur les limites de la pensée rationaliste héritée des Lumières, ce qui se traduit entre autres par le succès du symbolisme, la mode de l'occultisme et de l'ésotérisme, la vogue du roman russe. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la crise de la conscience scientifique porte atteinte au courant positiviste et s'accompagne d'une réhabilitation de la croyance religieuse (Brunetière dénonce en 1895 la faillite de la science à fonder une morale). Renouveau de la métaphysique avec création de la *Revue de métaphysique et de morale* (1893), la thèse sur l'Action de Maurice Blondel, ou encore le bergsonisme.
- b) *A contrario*, l'application à l'exégèse et histoire bibliques et à l'étude des dogmes, des critères de la science moderne et des méthodes historiques et scientifiques profanes, entraîne une grave crise au sein de l'Église, contestée dans son enseignement de la tradition chrétienne et de ses dogmes, et dans son refus de la modernité : crise du modernisme, qui recoupe la querelle entre catholicisme et libéralisme (Syllabus, 1864), entre une institution fermée au monde moderne et ceux qui défendent le principe de libre discussion, dans un contexte marqué par l'expansion des sciences humaines – philologie, histoire, psychologie, sociologie – et l'institutionnalisation des sciences religieuses autour de revues autonomes par rapport à l'Église (*Revue d'histoire des religions* ou la *Revue d'histoire et de littérature religieuse* de Loisy par exemple), d'institutions comme l'EPHE, le collège de France et de lieux de débats (la semaine des écrivains catholiques fondée plus tard en 1921), où les intellectuels catholiques revendiquent une pleine liberté intellectuelle (Péguy, et plus tard Bernanos, Mauriac). Le modernisme condamné par Pie X en 1907 (Encyclique *Pascendi*) désigne les intellectuels et les clercs soupçonnés de transiger avec la science moderne tels l'abbé Loisy, le père Lagrange, le



père Leroy (coupable d'avoir publié une lecture chrétienne de la théorie darwinienne de l'évolution dans *L'Evolution des espèces organiques*, 1887), les philosophes Le Roy, Bergson (accusé de faire une très large place à l'intuition personnelle en matière de foi aux dépens des critères doctrinaux formulés par l'institution ecclésiastique), Blondel (soupçonné de privilégier le rôle de l'expérience dans le savoir au contraire de la démarche spéculative des néo-thomistes stricts) et les historiens Duchesne et Henri Brémond, les sociologues comme Paul Bureau. Alfred Loisy est condamné pour avoir voulu établir la distinction entre vérité historique et vérité de foi (*l'Evangile et l'Eglise*, 1902 ; *Autour d'un petit livre*, 1903), reprenant les thèses d'Adolf von Harnack (*l'Essence du Christianisme*, 1900) et pour avoir expliqué que les dogmes peuvent être caducs par le fait même qu'ils ont été formulés par des hommes. Il y affirmait l'indépendance de la critique biblique à l'égard de l'autorité ecclésiastique.

- c) La contestation des institutions traditionnelles et académiques se vérifie sur plusieurs plans : les universitaires s'en prennent à l'hégémonie exercée par l'Académie des sciences morales et politiques, qui se trouve battue en brèche par l'institutionnalisation des sciences sociales. Dans les milieux nationalistes et conservateurs, contestation de la Sorbonne vue comme le bras idéologique du régime républicain et qui au nom d'une vision démocratique et méritocratique, renonce depuis la réforme de 1902 à la culture humaniste (querelle à propos de l'enseignement du latin). Critiques relayés par Alfred de Tarde et Henri Massis (*L'esprit de la nouvelle Sorbonne*) auprès d'une jeunesse des écoles qui appelle de ses vœux la guerre, le vitalisme, la régénération des forces de la nation. Pétition lancée pour demander la révision des programmes de 1902 par la Ligue « Pour la culture française » animée par Massis et de Tarde, à laquelle répond la ligue des « amis du français et de la culture moderne » pour défendre la réforme de 1902, ce qui montre la conflictualité des contestations. Réquisitoire mené par Bainville, Daudet, Lasserre, contre une sorbonne germanisée, soumise à l'influence de l'Allemagne sur l'enseignement (par exemple dans le domaine de la philosophie), sur ses méthodes qui dénatureraient l'esprit français (l'érudition et la mémoire aux dépens de la réflexion).
- d) Dans le domaine des arts et de la littérature, les artistes et hommes de lettres s'affranchissent des règles de l'académisme pour faire preuve d'audace (Rôle de la *NRF*, rupture et scandale de la chorégraphie du *Sacre du printemps*, de Diaghilev). Dans le domaine esthétique, les avant-gardes contestent un art miné par le goût bourgeois, les conventions sociales et les codifications académiques, au nom de la liberté de la création, d'imagination et d'invention (B. Tillier). Ils remettent en question les règles de la représentation établies en Occident depuis la Renaissance, l'imitation de la nature et du beau idéal, canons auxquels restent fidèles l'académisme et l'art officiel et enseignés par le Conservatoire, l'École nationale des Beaux-Arts et l'Académie des Beaux-Arts. Par le dessin, la couleur, la composition qui rompt avec les règles de la perspective ou les sujets traités, loin des thèmes mythologiques, religieux et historiques privilégiés par l'académisme et l'art officiel, ces artistes entendent faire œuvre de rupture. A ce titre, rôle des impressionnistes dans les années 1870, qui privilégient les paysages, les marines, les rendus du ciel, les scènes de la vie contemporaine (scènes de café, café-concert). L'espace n'est plus seulement traité selon les lois traditionnelles de la perspective mais est rendu par les couleurs ou par le jeu de diagonales emprunté à l'art japonais. Rôle aussi de Van Gogh (rôle de la lumière), Gauguin (formes simplifiées presque jusqu'à l'abstraction, couleurs pures et appliquées en aplats, influence des « arts premiers ») et Cézanne (traitement géométrique des formes), dont se réclament les fauves et les cubistes, les tenants de l'art abstrait. Les fauves se font connaître lors du 3<sup>e</sup> salon d'automne au Grand palais le 18 octobre 1905 : Camoin, Derain, Marquet, Matisse,

Vlaminck, ils se distinguent par l'utilisation des couleurs pures, violentes dont l'immédiateté est parfois agressive et sans rapport avec la réalité ; construction à la géométrie rigoureuse qui respecte les axes de symétrie et des incohérences de proportions entre les personnages ; le dessin est d'apparence sommaire et synthétique; les effets de perspectives sont abolies et les jeux des ombres supprimées. Les artistes cubistes ([Braque](#), [Picasso](#), Fernand Leger, la Fresnaye, Metzinger, Gleizes, Picabia, Derain, Delaunay) privilégient quant à eux les formes simples et géométriques (cubes, sphères, pyramides). Ces courants artistiques transgressent les canons esthétiques admis : l'imitation visuelle des apparences et de toute représentation identifiable, les sujets et les matières nobles (intégration d'autres matériaux, parfois industriels ou fabriqués en série) , les règles de la représentation, de la perspective et de son principe d'unité au profit de la multiplicité des points de vue (cf. *Les Demoiselles d'Avignon*), rendus par l'utilisation de figures géométriques et de plans recoupés ; les règles de la proportion au profit de la simplification de celles-ci dans la représentation du corps.

## B) Contester dans un espace public élargi : circulation, nationalisation et encadrement des pratiques contestataires

L'élargissement de l'espace public et l'approfondissement des libertés publiques ont eu un impact sur les répertoires d'action collective, notamment sous l'égide d'organisations de plus en plus structurées. Empruntant à la fois des formes archaïques et des formes modernes imitées du mouvement ouvrier et souvent inspirées de modèles étrangers, les pratiques contestataires ont eu tendance à se nationaliser et à se banaliser.

### 1) *Contester au regard de l'ordre légal*

L'élargissement des libertés publiques (liberté de réunion (1881), de presse, (1881) reconnaissance légale des syndicats 1884) sans oublier l'ouverture des débits de boisson en 1880 (hauts lieux de politisation et de contestations) contribue à renouveler les répertoires d'action. Le suffrage universel et le socle des libertés individuelles et collectives, qui fonde la nouvelle République, délégitime les barricades, construites encore sous la Commune, et la voie insurrectionnelle. Ils autorisent en contrepartie l'essor de modalités nouvelles et pacifiques, ce qui n'interdit pas d'en appeler à l'action directe et violente, hors de tout cadre légal.

La contestation peut emprunter plusieurs modalités comme :

- a) la voie des urnes à tous les niveaux, local (élection des maires à partir de 1884), régional, national. Représentation électorale de la droite monarchique, certes en déclin après 1877, poussée électorale bonapartiste au début de la Troisième République (1875 : le groupe dispose de 32 députés). Conformément aux instructions romaines (cf. l'encyclique *Immortale Dei*, 1<sup>er</sup> novembre 1885), la droite monarchique et catholique entend mener le combat dans l'arène parlementaire. Elections complémentaires de 1888 qui marquent le début du boulangisme électoral. *A contrario*, l'abstention est aussi une façon de manifester son mécontentement (recommandée par Guesde aux ouvriers dans le nord où se présente Boulanger). Adoption de structures partisans : les comités royalistes, les comités catholiques fondés en 1871 par Charles Chesnelong pour coordonner les œuvres catholiques, défendre les libertés de l'Eglise, entretenir l'espoir d'une restauration monarchique ; l'Union des droites, présidée par le baron de Mackau à partir de 1885. Les comités bonapartistes (Comité de 12 puis 18 ; l'Appel au peuple fondé par Rouher, Charles Levert et Paul de Cassagnac) ; le Comité républicain de protestation nationale fondé à Paris pour soutenir Boulanger ;

- b) la presse et des revues (côté conservateur : la *Gazette de France*, la *Quotidienne* (royaliste), *l'Union* (légitimiste), *l'Univers* (ultramontain), *Le siècle* devenu plutôt monarchiste) - Presse bonapartiste : le *Gaulois* d'Edmond Tarbé ; *L'ordre* (organe de Rouher) ; *le Pays* dirigé par Paul de Cassagnac, 1876-1893. La revue jésuite *Etudes* foncièrement anti-républicaine à la fin du XIX<sup>e</sup> ; La *Revue des questions historiques*, fondée en 1866, se pose comme la rivale de la *Revue historique* républicaine fondée par Gabriel Monod - Côté libertain : le *Révolté* (soutenu par Elisée Reclus) ; le *Libertaire* fondé par Louise Michel et Sébastien Faure, le *Père Peinard* fondé par Emile Pouget (vers 1885), remplacé, après les lois anti-anarchistes de 1893-1894 par *l'Almanach du Père Peinard*, *L'Assiette au beurre*, *La voix du peuple* (quotidien de la CGT lancé en 1900), *La vie ouvrière* fondée en 1909 par Pierre Monatte...
- c) les affiches, la caricature ( le bourgeois représenté comme un être gros et abject ; tandis que le prolétaire, maigre et chétif, que la révolte métamorphose en de fiers gaillards dans la caricature anarchiste...), les conférences publiques, les brochures, le théâtre, la chanson sont autant de supports détournés pour contester l'ordre. Chez les anarchistes, la chanson qui cultive la tirade contre le personnel républicain, s'inspire d'épisodes phares du combat contre l'autorité (ex « Peuple debout » très en vogue dans les années 1880 qui s'insurge contre la trahison des idéaux républicains par la bourgeoisie : « la Ravachole » (1894), sur un air de la *Carmagnole* et de *Ça ira*) ;
- d) la pétition, le manifeste, le banquet encore que celui-ci a perdu en partie sa force d'opposition, car récupéré par le pouvoir républicain (Cf. banquets des maires) et décline au profit des réunions et des meetings, les enterrements (celui de Louise Michel en 1905 par exemple...)

À côté de ce répertoire d'actions, qui s'inscrit depuis la Révolution dans la construction d'un espace public ouvert au débat, initiée par l'enracinement du libéralisme et le parlementarisme, d'autres modalités apparaissent, davantage liées aux luttes du prolétariat au XIX<sup>e</sup> siècle et à l'irruption des masses sur la scène publique. Place croissante prise par les réunions publiques : meetings, manifestations (organisées par les forces contestataires de droite comme de gauche), défilés sur la voie publique et grèves s'imposent dans le paysage contestataire. Ils imposent un usage et des modalités de l'occupation de la rue, tantôt spontanée et révolutionnaire, tantôt encadrée et pacifiquement revendicative. Relation ambivalente avec les pouvoirs établis, l'État et ses représentants. Empruntées aux mouvements de lutte d'émancipation politique et sociale, ces pratiques peuvent se mêler à d'autres modalités plus archaïques, s'étendre à d'autres milieux contestataires que ceux qui les ont promues. Pacifiques, elles peuvent aussi dégénérer en affrontements et en violences contre les biens d'autrui et les personnes (propriétaires, patrons, forces de l'ordre comme par exemple lors des affrontements avec la troupe : Fourmies en 1891, Liévin en 1906, Narbonne en 1907, Draveil en 1908) et peuvent être des entraves à la liberté du travail. Sous l'influence du syndicalisme révolutionnaire qui prône l'action directe avec boycott, mises à l'index, sabotages, la grève générale s'élève au rang du mythe pour contester l'ordre du patron, des pouvoirs publics, des notables locaux et préparer le renversement de la société capitaliste.

Enfin, les formes les plus excessives de la contestation sortent de toute forme de légalité : le coup d'État (Déroulède le 23 février 1899), ou encore les attentats anarchistes commis par Ravachol, Émile Henry, Vaillant ou Caserio et qui visent à frapper la République à son sommet. C'est la « propagande par le fait », par le caractère inéluctable de l'utilisation de la violence comme moyen pour venir à bout de la résistance de la bourgeoisie et des forces répressives de l'État.

2) *Vers des formes de contestation de plus en plus massives, nationalisées et encadrées*

- a) Contester peut relever d'un acte individuel : démission des fonctionnaires de l'Ordre moral au tournant des années 1880 – forme d'autoépuration dans certains grands corps administratifs les plus impliqués dans l'application des mesures républicaines comme le Conseil d'État, la magistrature, l'administration préfectorale lors des premières lois contre les Congrégations religieuses en 1880 ou dans les années 1900.
- b) Création par les catholiques d'écoles libres où enseignent les instituteurs congréganistes expulsés de l'enseignement primaire par la loi de 1886 – retrait des enfants de l'école au moment des grèves de 1906-1907 dans les Landes... sans parler de la sphère privée et intime des individus en rupture avec l'ordre moral et social. La contestation peut être spontanée, isolée, adossée à des enjeux locaux, professionnels, et corporatistes, tout en bénéficiant du soutien de notables (prêtres, propriétaires, élus...), des municipalités : c'est parfois à la mairie que se mettent en place différentes formes d'assistance (soupes aux grévistes, collectes de vivres, ouverture de chantiers municipaux).
- c) Ambivalence entre spontanéité et organisation : les mouvements de contestation se structurent sur une base locale, communale puis prennent de l'ampleur en investissant les principales agglomérations du département. Ex. de la contestation paysanne dans le midi viticole en 1907 : la surproduction liée à la concurrence des vins algériens et des vins bénéficiant d'adjonction de sucres et la mévente frappent toute l'économie régionale et touchent aussi bien propriétaires, journaliers, que commerçants. La révolte est lancée à l'initiative d'un cafetier d'Argelliers (Aude), Marcellin Albert, le 11 mars 1907. Soutenu par Mgr de Cabrières, le maire socialiste de Narbonne Ernest Ferrou et parti de quelques villageois, le mouvement grossit de villes en villes et culmine le 9 juin avec plus d'un demi-million de contestataires à Montpellier. Tous les répertoires d'action sont mobilisés : émeutes urbaines, barricades, affrontement avec les forces de police et les soldats, destruction et pillage de bâtiments officiels (préfecture), blocage des voies ferrées, des convois militaires en 1907. Dans plusieurs communes, ameutées par des cyclistes et par le son du tocsin, les habitants édifient des barricades pour bloquer le passage des trains (E. Lynch).
- d) La contestation s'organise de plus en plus dans le cadre de mouvements de masse, structurés (ligues, partis d'opposition, syndicats, organisations professionnelles, l'AGEP qui réunit en 1884 à Paris les étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes et le groupe des étudiants collectivistes...), ce qui permet d'inscrire la contestation dans la durée. L'encadrement par des organisations professionnelles et syndicales qui exercent un contrôle étroit sur le déroulement des conflits favorise des solutions négociées. De plus en plus, la contestation est massive : dans le midi viticole, elle touche au total 1,4 million de personnes.
- e) La pratique contestataire tend aussi à se nationaliser : au départ locale, elle se projette sur la scène nationale et entre en résonance avec les débats qui affectent la société globale, grâce au rôle joué par le chemin de fer, la révolution des communications, la diffusion de l'information, l'extension du syndicalisme, l'aide de personnalités et élus appartenant le plus souvent à la SFIO et au parti radical. Rôle joué par les élus : Jaurès à Carmaux, Marcel Cachin, député socialiste dans les landes, soutient les grèves des mineurs pour l'un, des résineux pour l'autre. Le mouvement de 1907 dans le midi viticole bénéficie du soutien de parlementaires radicaux mais surtout socialistes qui font pression pour obtenir par exemple la mise en liberté provisoire des grévistes, la libération des détenus. La ville et la campagne se trouvent

associées mais la ville s'impose comme une caisse de résonance susceptible d'amplifier les revendications (car c'est là que siègent les autorités et qu'y résident les élus) (E. Lynch). Nationalisation qui se mesure à l'aune de la plus grande visibilité et médiatisation de la contestation (dans la presse, à la Chambre ...) pour obtenir le soutien de l'opinion publique et des hommes politiques.

Contester se fait de plus en plus en interaction avec d'autres groupes contestataires (proximité des ouvriers agricoles avec le prolétariat urbain et ouvrier par exemple) dont témoignent les campagnes interprofessionnelles et nationales pour les 8h, la semaine anglaise et contre la loi sur les « retraites des morts ».

### 3) *Circulation et banalisation des pratiques contestataires*

Banalisation et homogénéisation des usages contestataires notamment sous l'effet de la circulation de pratiques, empruntées à des expériences étrangères : celle de la grève générale, nourrie par la lutte des travailleurs américains pour les 8h, le 1<sup>er</sup> mai devenu journée de revendications sur une décision du congrès international socialiste de 1889 ; la grève des acheteurs et le boycott des magasins réfractaires au respect du repos hebdomadaire décidé par la Ligue populaire pour le repos du dimanche dès les années 1890 en lien avec des pratiques venues d'Amérique.

Si le mouvement ouvrier influence les modalités de contestation, lui échappent toutefois les formes propres aux groupes de pression, nombreux chez les fonctionnaires, les petits patrons, les professions libérales dont les actions restent circonscrites à un cadre corporatiste. Mais avec la diffusion du socialisme et de structures syndicales, la grève gagne le milieu rural (grève des bûcherons, 1890-95, des ouvriers viticoles du Midi, et en Champagne autour de 1910). Il n'en demeure pas moins que certaines actions sont à mi-chemin entre les pratiques contestataires du passé (charivaris à l'encontre de figures politiques locales contestées) et intégration des registres issus du monde syndical et ouvrier. Les grèves de l'impôt dans le Midi viticole en 1907, les rassemblements entre 1882 et 1885 dénonçant Ferry famine ou Floquet famine, (accusés d'avoir cassé les mesures municipales de taxation du pain) réactivent les mobilisations des temps de crises frumentaires ; émeutes de marché. Mais cela devient rare : à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les émeutes frumentaires, les soulèvements forestiers, les mobilisations antifiscales d'envergure s'épuisent, en raison de l'amélioration de la production agricole et de la baisse de la pression démographique. Dans le monde ouvrier, les barricades et insurrections perdent du terrain face à la grève générale. Mais certaines formes de mobilisation contestataire résistent : les enterrements d'opposition permettent de contourner l'interdiction des cortèges parisiens (les anciens communards se saisissent de cette opportunité lors des obsèques de Louise Michel en janvier 1905). En signe de protestation contre la politique laïque, pour défendre les congrégations non autorisées, ou au moment des inventaires des biens ecclésiastiques, les opposants multiplient les processions religieuses (Bretagne, Finistère) au son du clairon et du tocsin. Rituels passéistes se greffent aux pratiques les plus modernes : par exemple, les grèves dans le Cher de 1891-92, étudiées par Michel Pigenet, s'accompagnent de longues marches, de sonneries du clairon, de bruits de tambours, chants patriotiques, plantation d'arbres de la liberté.

Il n'en demeure pas moins une certaine homogénéisation et banalisation des rituels (le 1<sup>er</sup> mai, l'Internationale) et d'emblèmes, slogans, chansons, qui servent de catalyseurs à des mouvements non nécessairement politisés : le drapeau rouge en milieu rural devient le drapeau des luttes sociales du moins jusqu'en 1919, où il s'identifie plus tard à l'extrême-gauche. Par exemple, importance croissante des manifestations du 1<sup>er</sup> mai chez les bûcherons, notamment à partir de 1906 autour de rituels calqués sur le modèle ouvrier, avec meetings, défilés, drapeaux

et hymne socialiste (E. Lynch). La contestation sert de moteur à la socialisation et à la politisation. Elle est un lieu d'apprentissage de rites sociaux et idéologiques, de codes (par exemple lors de l'entrevue ou lors de négociation avec les représentants de l'État).

### C) Contester l'ordre : une réponse aux défis de la modernité

#### 1) *Une réaction aux mutations socio-économiques*

La grande dépression, la seconde révolution industrielle qui impose rationalisation et productivité au prix d'une révision de l'organisation du travail et de la condition salariale dans les usines et ateliers, l'urbanisation destructrice des hiérarchies et traditions rurales, l'internationalisation de l'économie, le durcissement des rapports sociaux (à l'usine, dans les campagnes, dans l'Aube par exemple entre petits vigneron marnais et grandes maisons de champagne, 1911) jouent un rôle dans la contestation de ceux qui estiment en être les victimes : ouvriers, petits artisans et commerçants, paysans et ouvriers agricoles, propriétaires fonciers. Même si l'État répond à la crise viticole en 1907 (loi du 29 juin 1907 qui surtaxe les sucres) adopte une législation du travail (lois sur le temps de travail, loi de 1910 sur les retraites ouvrières) ou impose des normes aux installations industrielles, les solutions apportées aux contestations restent modestes, quand le retour au calme ne se résume pas à l'envoi de la troupe. Aussi, certains rejoignent les rangs du syndicalisme, les organisations professionnelles tandis que les autres, les ligues nationalistes. Sentiment d'insécurité, de déclassement, de perte de pouvoir, des repères et des savoir-faire nourrissent la nostalgie pour un ordre traditionnel pré-industriel, corporatiste ou contre-révolutionnaire. Ce sont les ressorts de la contestation des « déracinés » dont parle Barrès, qui grossissent les rangs des nationalistes et versent dans l'anticapitalisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Dans les milieux intellectuels conservateurs proches de l'Académie, la contestation se nourrit de la nostalgie d'une culture classique, battue en brèche par les nouvelles disciplines de sciences humaines et d'un certain élitisme dont le latin était l'emblème. La contestation est une réaction contre une modernité assimilée à l'entrée dans l'ère des masses ou des foules selon le terme de Gustave Le Bon.

#### 2) *La conflictualité des contestations : une limite au compromis républicain*

- a) Contester revient à se prévaloir de valeurs et de références, parfois opposées et conflictuelles, au point de forger une contre-culture, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, qui ruine les ambitions des Républicains de créer une culture commune et de réunir autour de valeurs consensuelles. Réactivation des cultures politiques, autour de rituels, de symboles distincts qui désignent une identité collective tournée contre l'ordre républicain. Calendriers et martyrologues distincts, commémorations qui sont autant de contre-commémorations républicaines et lieux de pèlerinage (le Mur des fédérés pour les uns, la basilique du Sacré-Cœur à Montmartre pour les autres, faisant face à la Tour Eiffel), symboles (drapeau rouge, noir pour les milieux libertaires à partir de 1883, fleurs de lys ou sacré cœur pour les milieux monarchistes). Contre-commémorations telles que la commémoration de l'insurrection du 18 mars 1871, la Fusillade de Fourmies le 1<sup>er</sup> mai 1891, le 1<sup>er</sup> mai en milieu syndical, anarchiste et ouvrier d'une part et le 8 mai (fête de Jeanne d'Arc) chez les catholiques ou le 21 janvier chez les royalistes d'autre part. Dans les milieux de la gauche syndicale et anarchiste, les références républicaines et révolutionnaires reculent et à l'inverse, l'Internationale se généralise comme chant de la révolte, tout comme le drapeau rouge. La figure de Marianne est réinvestie, dans la production chansonnière ou dans l'iconographie, mais le plus souvent pour attester de la répulsion pour la République : Marianne de moins en moins représentée comme une figure conquérante capable d'entraîner les masses vers leur émancipation, elle est représentée

comme une catin, tombée entre les mains des politiciens bourgeois et se trouve associée aux méfaits de la République opportuniste (P. Darrulat).

- b) Influence des appareils idéologiques (marxisme, nationalisme), qui nourrissent des projets politiques et de sociétés conflictuels, contradictoires et opposés à ceux de la République. Le nationalisme de la fin de siècle se nourrit d'une critique antilibérale et antidémocratique de la république, qui puise chez les théoriciens contre-révolutionnaires (Maurras, *l'Enquête sur la Monarchie*, 1900) et dressée contre l'ordre républicain.
- c) A l'heure où la République s'identifie à la nation et à la patrie, la contestation du patriotisme constitue aussi une remise en cause de l'ordre, dans les milieux gagnés à l'antimilitarisme (CGT, écoles normales d'instituteurs, Gustave Hervé). Contestation de l'armée, des bagnes militaires, de la dureté du service militaire à l'égard des conscrits, par les jeunes gravitant autour de *La Jeunesse socialiste*. Antimilitarisme qui culmine avec les mutineries dans le Var en 1907. Certains, proches des milieux syndicalistes et internationalistes, appellent à la révolte contre l'armée, à la désobéissance civile, à la grève en cas de mobilisation.

### 3) *Affirmation et construction d'identités collectives*

La contestation génère aussi une plus grande cohésion et une identité collective, de classe, de groupe, de profession voir même de région (protestation en français et en occitan lors des insurrections paysannes du midi viticole qui s'oppose à la France du Nord, France de la betterave) en réaction aux modes d'identification dominants. Les luttes communes (la journée de 8h, le 1<sup>er</sup> mai) renforcent le sentiment d'appartenance de la classe ouvrière tout en marquant son internationalité. Identité de groupe dans le monde nobiliaire et monarchiste, en réaction à son déclin et par opposition aux critères des élites bourgeoises républicaines.

## II CONTESTER L'ORDRE EN TEMPS DE GUERRE ET DE CRISES : RADICALISATION ET POLITISATION DES PRATIQUES CONTESTATAIRES

### A. Contester un ordre tenu responsable de la faillite de la civilisation et des crises

#### 1) *Contester l'ordre issu de la guerre*

- a) Contestations qui remontent au temps de la Grande Guerre. Elles ont dû s'adapter à un espace public considérablement restreint et à une mobilisation de la société, combattante et civile, dans l'effort de guerre. Elles s'expriment tant sur le front qu'à l'arrière, empruntant plusieurs registres. Désertions, départs de la ligne de front, prolongation illicite des permissions, mutilations, embusquage constituent des stratégies d'esquives qui relèvent de logiques individuelles. Elles peuvent aussi prendre des formes plus collectives comme les fraternisations de Noël 1914 et 1915, les mutineries de 1917 (refus des offensives inutiles, influence de la révolution russe, valeur exemplaire et manifestation d'une révolte selon A. Loez, mobilisation des ressorts de la démocratie tant directe que parlementaire contre l'injustice pour Leonard V. Smith). Le rejet de la guerre n'est pas le seul facteur (lassitude, baisse de moral, peur de la mort...). Contestations à l'arrière : résistances en milieu rural contre les réquisitions, grèves à l'arrière, contestation du bourrage de crâne, de la censure, de la restriction des libertés publiques et parlementaires. Contestation de l'ordre issu de l'Union sacrée qui se disloque sur le plan politique dès 1917 et sur le terrain du travail. Poussée du pacifisme sur le front comme à l'arrière, pouvant aller jusqu'au défaitisme. Le

commandement répond par quelques améliorations apportées aux conditions des poilus en 1917 et une autre manière de faire la guerre, mais aussi par le rétablissement de la discipline et la condamnation par les tribunaux militaires. Le gouvernement Clemenceau s'emploie à renforcer la censure, le contrôle de la presse et de l'opinion et à châtier des pacifistes assimilés aux défaitistes et aux traîtres. Dans les colonies, contestations contre les recrutements en Afrique qui prend la forme de migrations en direction des enclaves voisines surtout britanniques où il n'y a pas de recrutement et où la fiscalité est moins pesante. Grande révolte des pays voltaïques de novembre 1915 à juillet 1916 qui s'étend aux confins sahariens du Niger et du Nord-Dahomey fin 1916-début 1917 et se répand en Côte d'Ivoire en 1917.

#### b) La force d'un pacifisme

Pacifisme qui remonte à la guerre et qui, au sortir du conflit et au regard de l'hémorragie et des sacrifices consentis, imprègne les mouvements d'anciens combattants, la gauche socialiste et syndicale, les démocrates-chrétiens, une partie de la jeunesse (refus de la préparation militaire supérieure par les normaliens dans les années 20), les intellectuels, (Alain, *Mars ou la guerre jugée*, 1921 ou *Le Citoyen contre les pouvoirs*). Protestation que suscite la loi Paul-Boncour présentée en 1927 relative à l'organisation de la nation en temps de guerre : pétition lancée par Alain et signée par 160 intellectuels. Rejet du patriotisme intellectuel qui avait fait rage pendant les années de guerre, des valeurs consensuelles autour de la défense du droit et de la justice, de toutes les représentations issues de la guerre, de l'Union sacrée et de la culture de guerre. Le pacifisme inspire plusieurs positions, à l'opposé de l'ordre créé par la nation en guerre telles la réconciliation franco-allemande et l'euro-pacifisme (Louise Weiss, M. Sangnier et les congrès de Bierville). Il se dote d'une signification antimilitariste et antipatriotique dans les milieux de la gauche internationaliste et communiste. Pétitions (contre la loi Paul-Boncour par exemple), manifestes, mouvements (Clarté), revues (*Libres Propos*, dirigé par Alain) se font les vecteurs du pacifisme.

#### c) Révolte contre l'ordre bourgeois et contre la civilisation occidentale

Le rejet de la guerre et le pacifisme prennent une forme encore plus excessive sous la forme d'une révolte contre une société qui a sacrifié ses poilus et permis d'autres de s'enrichir et contre la civilisation occidentale, tenue pour responsable de la guerre industrielle et meurtrière. Le mouvement Dada né en Suisse en 1916 exprime cette révolte politique et sociale et entend rompre avec les valeurs consensuelles promues pendant la guerre et avec un art qui semblait renouer avec un retour à l'ordre après la liberté créatrice des avant-gardes de la Belle Époque. Pacifiste, antimilitariste, le dadaïsme promeut le mélange des arts et des techniques, brouille les frontières entre art plastique et littérature. Les surréalistes poussent encore plus loin la révolte, en désacralisant toutes les valeurs morales, religieuses, esthétiques et en explorant toutes les possibilités ouvertes par les expériences de Freud sur l'inconscient et la psychanalyse. Le surréalisme se veut « dictée de la pensée, en l'absence de tout contrôle exercé par la raison, en dehors de toute préoccupation esthétique ou morale » (A. Breton, *Manifeste du surréalisme*, 1924). Que ce soit dans l'art ou la littérature, la priorité est donnée à la toute-puissance du rêve, à des univers fait de fantasmes érotiques, de cauchemars, le tout étant d'accéder à l'inconscient et au « surréel ». Dali ou Max Ernst partagent les mêmes ambitions que Breton et s'emploient à l'expression de l'art onirique : ils créent des impressions insolites par l'assemblage



d'objets hétéroclites, un dépaysement total par la transposition picturale de l'atmosphère inexprimable du cauchemar. Ils peignent des monstres qui traduisent le désarroi de l'homme dans un univers absurde. Manifestes, mascarades (le procès Barrès par les dadaïstes), revues (*La révolution surréaliste*, fondée en 1924) portent la contestation des dadaïstes puis des surréalistes.

d) L'espoir suscité par la révolution bolchévique

L'échec des grèves de 1919 et 1920 (notamment des ouvriers métallurgistes parisiens en 1919 et cheminots en 1920), les manifestations inédites des 1<sup>er</sup> mai 1919 et 1920, la création de la III<sup>e</sup> Internationale relancent les divisions nées pendant la guerre entre réformistes et révolutionnaires et le procès fait à la gauche pour s'être compromise avec l'Union sacrée. L'ampleur des manifestations et des agitations sociales a suscité l'effroi d'une partie de la société française et participé au succès du Bloc national qui fait campagne sur la menace bolchévique. Aussi, ce climat de défaite socialiste qui suscite frustrations et sentiment d'impuissance, favorise l'enthousiasme pour la République des Soviets : l'heure n'est plus au réformisme. Avec la révolution bolchévique et l'espoir messianique de voir surgir un nouveau monde épargné de la guerre dont on tient le capitalisme responsable, la tradition réformiste du socialisme incarnée par la SFIO se trouve en effet violemment contestée. Le congrès de Tours et la naissance de la SFIC puis du PCF inaugurent une rupture idéologique et doctrinale avec la SFIO ; l'adhésion aux 21 conditions et la ligne fixée par Moscou imposent une stratégie politique tournée vers la conquête du pouvoir et la dictature du prolétariat aux dépens de toute voie réformiste et parlementaire, une organisation du parti selon les principes du centralisme démocratique et en partie clandestine, la nécessité de l'épuration périodique des éléments petits-bourgeois et leur remplacement par des travailleurs sortis du rang...

e) Contester le retour à la normale

Au lendemain de la Guerre, l'ordre s'apparente à un retour à la normale promu par le Bloc national, les autorités politiques, sociales, religieuses, ce qui suscite de nouvelles contestations en France métropolitaine mais aussi dans les colonies.

Retour à l'ordre dans un sens conservateur dans le domaine familial et des mœurs : répartition sexuée des tâches, modèle de la mère au foyer et mère de famille, retour à la domination patriarcale. D'où le scandale suscité par la publication de *La garçonne* de Victor Margueritte qui se fait l'écho des transgressions morales, sexuelles et vestimentaires, religieuses. Le phénomène de *La garçonne* touche au départ surtout les milieux artistiques et intellectuels mais le succès de la coupe à la garçonne et de la petite robe noire de Coco Chanel amorce une timide émancipation de la femme libérée de certaines contraintes corporelles et vestimentaires. Mais les contestations les plus fortes portent sur le droit de vote que refusent les sénateurs radicaux. Le combat suffragiste prend une nouvelle ampleur, sous l'égide de l'Union française pour le suffrage des femmes (fondée en 1909), l'Union nationale pour le vote des femmes créée en 1920, l'Union féminine civique et sociale fondée en 1925. En 1927, 350 000 femmes sont membres d'une association suffragiste. Elles organisent manifestations, tournées, affiches, n'hésitent pas à s'enchaîner devant le Luxembourg ou à se présenter en toute illégalité à des élections (Marguerite Durand en 1927). Impulsion donnée par Louise Weiss qui fonde une revue *La femme nouvelle*, soutenue par des femmes célèbres comme Hélène Boucher, Maryse Bastié, Adrienne Rolland. La sportive (Suzanne Lenglen), l'intellectuelle, l'artiste, la

femme de science (Marie Curie) incarnent les nouvelles figures de la contestation, qui cassent les représentations traditionnelles (C. Bard).

Contestation de l'ordre colonial, malgré la participation de l'Empire à la guerre : grèves orchestrées par le PCF contre la guerre du Rif, contre-exposition coloniale en 1931 mais aussi articles d'Albert Londres contre le drame du Congo-Océan, écrits de Gide ou de Félicien Challaye. Montée des contestations nationalistes dans les colonies contre les inégalités de statut et l'absence de réformes par la puissance coloniale.

## 2) *Les contestations catégorielles au nom d'intérêts corporatistes*

Contexte marqué par le productivisme, les modes et techniques américaines, la standardisation, ce qui alimente non seulement les critiques du monde du travail soumis à une discipline implacable et à l'intensification des cadences mais aussi la crainte des petits entrepreneurs, de voir surgir de nouvelles concurrences et nouveaux projets de concentration. Crainte des petits patrons et entrepreneurs indépendants de voir leur statut d'indépendant menacé par l'intervention de l'État – qu'il soit socialiste ou capitaliste – d'où défiance et hostilité à l'égard de l'administration. La hausse des salaires et les lois de protection des travailleurs ne compensent pas l'alourdissement des charges qui pèsent sur les petits patrons et commerçants dont la crainte du déclassement social est permanente. (C. Zalc). Tout en rejetant le poids fiscal de l'État, le monde de la boutique demande aussi sa protection. Le Front populaire va relancer la contestation des petits patrons. Menacés par la signature de l'accord de Matignon, ceux-ci s'insurgent contre l'action de la Confédération générale de la production française (CGPF) et se dotent en 1936 de nouvelles organisations pour défendre le petit et le moyen patronat ; syndicalisation accrue (Patrick Fridenson). Les petits industriels, commerçants et artisans, sur lesquels s'appuyait le régime républicain depuis son avènement, se trouvent ainsi rejetés dans le camp opposé à celui des salariés, ce qui contribue au glissement à droite des classes moyennes indépendantes sous le Front Populaire.

Contestations des paysans contre l'État soupçonné d'ignorer leurs difficultés et leurs besoins et de menacer leur indépendance et leur liberté. Contestation qui va de pair avec l'exaltation des vertus paysannes, viriles et vertus agrariennes, exaltation de la fierté paysanne. Multiplication des syndicats et des groupements professionnels animés par une logique corporative afin de concurrencer les organisations interclassistes dominés par les grands notables de l'ouest (telles les syndicats Mancel). Défense corporatiste menée notamment par le Parti agraire et paysan français (PAAF), fondé en 1927, qui présente des candidats aux élections, organise des manifestations (drapeaux verts et fourches, meetings). C'est à la suite de la loi sur les assurances sociales en avril 1928 et de sa généralisation, jugée inapplicable et inadaptée à l'agriculture, que se mobilisent les unions syndicales catholiques (15 000 personnes réunies le 9 décembre 1928 à Vannes) et que se crée le « Comité de défense paysanne contre les assurances sociales » en 1929 en Ille-et-Vilaine pour s'y opposer. Cela permet à Dorgelès de s'illustrer et de développer son propre mouvement en lançant en 1934 les comités de défense paysanne. Interpellation des pouvoirs publics sous forme de la pratique des ordres du jour portés aux autorités locales (préfet et sous-préfets) (E. Lynch).

## 3) *Contester la République parlementaire et libérale*

Dysfonctionnements structurels, instabilité ministérielle, incapacité à résoudre la crise, scandales, corruption nourrissent la révolte contre la République parlementaire. Contestation des élites politiques, corrompues, incapables de gérer la crise économique, institutionnelle, Montée de l'antiparlementarisme (le 6 février 1934, « A bas les voleurs ! »), montée des partisans de la technocratie, adeptes du planisme, qui veulent réduire le rôle des élus et donner la priorité aux spécialistes, compétents et détachés des idéologies.

Contestations portées par les élites technocratiques et techniciennes, les ligues, les mouvements d'anciens combattants qui opposent des valeurs d'ordre et d'autorité et érigent la morale en principe d'action.

Contestation des élites économiques à travers le mythe des 200 familles, soupçonnées de tenir tous les leviers de commande des affaires du pays, de contrôler la presse et d'intervenir sur l'opinion publique, d'être inféodées au grand capitalisme international, sans foi ni loi patriotique et d'asservir l'État qui, par ses commandes et ses subsides, contribuerait à l'enrichissement des trusts privés. Les intérêts publics seraient confondus avec les intérêts privés. Critiques formulées aussi bien par les ligues de droite que par le Front Populaire, les petits fonctionnaires, les ouvriers etc. Contestation des élites patronales par les ouvriers (grèves de mai 36) contre l'hégémonie qu'elles exercent sur la répartition des capitaux et le niveau de l'emploi et contre leur tutelle sociale par le biais du paternalisme. *A contrario*, contestation de l'ordre accepté par les grands patrons qui ont signé les accords Matignon sans concertation avec les petits patrons qui s'organiseront au sein de la CGPME (fondé par Gingembre en octobre 1944).

## B. Radicalisation et politisation des formes de la contestation à l'ère des masses

### 1) *Adhésion à des mouvements contestataires de masse*

Contester passe par l'adhésion à des structures de masse, de plus en plus politisées (ligues qui recrutent au sein des classes moyennes, partis) qui font la preuve de leur efficacité. Par exemple, la mobilisation des catholiques contre la politique anticléricale du Cartel des Gauches tranche avec celle du début du siècle, laissée à la seule initiative des fidèles lors des inventaires (J. Lalouette). Dans les années 20, elle est orchestrée par de puissantes organisations telles la Fédération nationale catholique du général de Castelnau, l'ACJF, la DRAC (Ligue des droits du religieux), la PAC (ligue nationale des droits des prêtres anciens combattants, fondée en 1924) et empruntent un registre devenu classique : meetings, vastes rassemblements dans les grandes villes, pétitions, chants et bannières.

Adhésion à des instances critiques à l'égard du gouvernement, des désordres économiques et sociaux, aux options et objectifs radicalement opposés. Devenues des mouvements de masse dans les années 30 telles le PCF, les associations d'anciens combattants, les Croix de feu (300 000 membres en 1935) puis le PSF du colonel de la Rocque, le PPF de Doriot. Dans le monde rural, les comités de défense paysanne apparus en 1933 sous l'égide de Dorgèlès et les Jeunesses paysannes encadrent les défilés des paysans en chemises vertes. Ils attirent une partie du monde syndical, notamment l'Union nationale des syndicats agricoles de Le Roy Ladurie, ce qui permet à Dorgères de prendre la tête d'un front paysan auquel se joint aussi le PAAF, avec meetings de masse sous les halles ouvertes ou près des prés, plus larges que les traditionnels lieux jusque-là occupés (cafés et salles municipales), ou à l'occasion de foires, de marchés, du salon de la machine agricole. Recours à la publicité aérienne pour mobiliser les masses paysannes.

### 2) *Affirmer le pouvoir de la rue ou le pouvoir dans l'usine*

Contester, c'est occuper l'espace public et prendre le pouvoir de la rue, ce qui oblige le gouvernement à réglementer pour la première fois les manifestations (décret d'octobre 1935 qui impose la déclaration préalable). Cela autorise une plus grande visibilité (cortèges, défilés, attroupements, manifestations), afin d'imposer sa loi avec succès (retrait de la politique laïque du Cartel des gauches, démission de Daladier en 1934), de peser dans les négociations (par exemple au moment des grèves de mai-juin 1936) ou d'infléchir le résultat des urnes (victoire du Front populaire aux élections municipales de 1935 puis législatives de 1936)

Les grandes manifestations des années 20 et au début des années 30 ont un tour catégoriel, avec une faible centralité (ex. : manifestation des catholiques contre la politique anticléricale du Cartel des Gauches sous forme de défilés ; manifestations des anciens combattants, des agriculteurs, des contribuables). Le 6 février 1934 en est une illustration avec la présence des associations d'Anciens combattants furieux contre la révision des pensions prévues, des membres de la Confédération générale des contribuables et de la Fédération nationale des contribuables. Revendications encore portées par des réflexes catégoriels, que la droite et l'extrême-droite vont s'efforcer de récupérer et d'organiser à la faveur de la crise de la République parlementaire. Alors même que le courant nationaliste, autoritaire, xénophobe et antisémite était en perte de vitesse (surtout après la condamnation de l'Action française en 1926, la crise lui apporte une nouvelle vigueur : l'Action française, Solidarité française occupent la rue depuis la révélation du scandale Stavisky le 9 janvier 1934 aux cris « À bas les voleurs ! À bas les assassins ! A la chambre »).

À partir de 1934, nationalisation de la pratique manifestante, avec une forte centralité. Du 6 février 1934 à la libération, c'est l'antifascisme qui structure les mobilisations au sein desquelles les partis ouvriers et les confédérations syndicales jouent un rôle moteur, combinant la défense des libertés et de la démocratie et un programme revendicatif de réformes sociales. Grands rassemblements du Front Populaire de 1935 et 1936, qui donnent lieu à d'immenses cortèges et meetings, (manifestations du 14 juillet 35 : 500 000 personnes à travers tout le pays) pour dénoncer l'impuissance de l'Etat. Manifestations qui montrent leur efficacité, avec la victoire électorale remportée par le Front populaire.

Les grèves de mai-juin 1936 inaugurent de nouveaux usages de la contestation sur le registre de l'émotion partagée et fraternelle tout en ouvrant la voie à des contestations qui leur sont opposées : révolte qui a plusieurs facteurs (contre la taylorisation, l'intensification des cadences, le renforcement des contraintes disciplinaires, contre l'autorité du patron, contre le chômage et la crise). Contestation qui vient d'en bas, sans mot d'ordre de la CGT, occupation des usines et des lieux de travail, avec un effet de contagion. L'occupation d'usine : une prise de gage en début de négociation ou une garantie contre d'éventuelles agressions (avant de discuter avec le patronat, montrer sa force). Il ne s'agit pas de remettre en question la propriété, mais de la subvertir en faisant d'un lieu de travail, un lieu de fête (A. Prost). Remise en cause de la conception qu'ont les patrons de leur rôle et de leur image sociale, ce qui explique que grands et petits patrons ne réagissent pas de la même façon. Les accords de Matignon et les conventions collectives limitent le mode d'autorité légitime dans l'atelier et l'arbitraire du patron en fixant des règles qui encadrent le pouvoir patronal. Au lieu de subordination qui existait entre le patron et l'ouvrier se substitue un lien fonctionnel de production (A. Prost).

À côté d'actions fondées sur des réunions, de pétitions ou de quelques manifestations, les petits entrepreneurs font l'apprentissage d'autres pratiques telles que le lobbying. Le passage à droite des classes moyennes indépendantes s'accompagne en effet d'un changement des formes de mobilisation (C. Zalc), autour de campagnes de presse et de lobbying. Exemple : autour du combat contre la concurrence étrangère, campagne de presse pour protéger le petit commerce, appel à une réglementation plus stricte de l'établissement des étrangers dans le monde de la petite entreprise. Les édiles locaux et les parlementaires constituent les relais dont disposent les organisations de défense des classes moyennes indépendantes, sur la scène politique : 22 propositions de loi déposées à la chambre des députés et du sénat entre 1932 et 1939 en vue de défendre les artisans et les commerçants français. Mise en place dès 1936 de groupes parlementaires d'intérêt professionnel (C. Zalc).

### 3) *La généralisation de l'affrontement et de la violence verbale ou physique comme mode d'action*

Si les mouvements de contestation ne prétendent certes plus qu'exceptionnellement renverser le pouvoir, elles prennent l'État ou des instances de pouvoir comme cibles, pour les contraindre et peser sur leurs décisions (cf. manifestations insurrections, D. Tartakowski). Le recours à la violence tend à se généraliser.

- a) Dans le monde paysan : alors qu'elle était une exception en 1907 et 1911, la violence physique sinon verbale devient une pratique courante pour les agriculteurs dans l'entre-deux-guerres lors de grands rassemblements, réunions-manifestations. Recours à la violence comme forme d'action légitime, associant protestation publique, action directe et virilité paysanne (E. Lynch). Exemple : le 14 janvier 1933, lorsque la préfecture d'Eure-et-Loir est envahie ou lors du rassemblement à Paris au moment du salon de la machine agricole le 25 janvier 1933, des cris « A la chambre » et des affrontements ont lieu autour du palais Bourbon et à la bourse du commerce. Au sein du PAAF, tension entre ceux qui veulent recourir à la violence et ceux qui veulent respecter la légalité républicaine. Radicalisation du discours de Dorgères qui s'en prend aux fonctionnaires et à l'État.
  - b) Démonstration de force le 6 février 1934, même si les Croix de feu ne veulent pas renverser le pouvoir et entendent respecter la légalité. Mais une tentative de caractère insurrectionnel localisée place de la Concorde, menée par des groupements antirépublicains ou hostiles au régime parlementaire comme l'Action française, les Jeunesses patriotes, Solidarité française et auxquels se sont trouvés mêlés individuellement les adhérents des autres groupements (anciens combattants et Croix de feu). L'existence et la stabilité de l'ordre légal et légitime se trouvent menacées. Démission de Daladier.
  - c) Violence contre le Front Populaire et dont les ressorts sont la xénophobie l'anticommunisme et l'antisémitisme, relayés par la presse d'opposition et une presse nationaliste (*Action française, Gringoire, Je suis partout*) qui s'en prend au gouvernement et à ses membres comme Roger Salengro, accusé d'avoir déserté pendant la Grande Guerre et à Léon Blum. Aussi assiste-t-on à un recours à l'activisme et au terroriste pour les plus nationalistes, afin de déstabiliser le gouvernement honni : le comité secret d'action révolutionnaire d'Eugène Deloncle connu sous le nom de la Cagoule commet ses premiers attentats. Groupe terroriste, antisémite, fasciste qui commet des attentats contre des antifascistes italiens (frère Rosselli), puis contre la Confédération générale du patronat français (CGPF), pour déstabiliser le gouvernement : la cagoule est démantelée n 1937.
- 4) *L'appel à des solutions alternatives et de nouveaux modèles politiques, sociaux et culturels*
- a) La contestation peut déboucher sur une voie réformiste à laquelle songent les dirigeants : révision des institutions ; renforcement de l'exécutif et droit de dissolution sans l'avis conforme du Sénat pour une partie de la droite ; rationalisation du Parlement ; suppression d'une des deux Chambres au profit d'une représentation des différentes professions ou de l'élite économique, sociale et intellectuelle pour les milieux non-conformistes. Le Front populaire répond quant à lui aux contestations par des mesures sociales, les accords Matignon, une volonté de changement, des réformes de structure et une politique de relance de la consommation.

- b) Mais contester conduit aussi à adhérer à des modèles et des valeurs en rupture avec l'ordre républicain et à lui substituer : un ordre révolutionnaire et communiste (ce qui n'exclut pas au sein de la mouvance communiste des contestations internes, à propos de la critique de l'URSS, liberté de parole, ou sur la doxa stalinienne, dont font les frais Georges Friedmann ou André Gide (*Retour d'URSS*, 1936) un ordre contre-révolutionnaire, réactionnaire et autoritaire, fondé sur un pouvoir fort, un chef charismatique, une conception exclusive de la nation, un corporatisme affiché. Ordre dans lequel se reconnaissent les ligues fascistes (Solidarité française, Francisme), le fascisme agrairien des Chemises vertes, le Parti populaire français PPF de Doriot, des intellectuels comme Ramon Fernandez, Bertrand de Jouvenel, Drieu la Rochelle, Brasillach, Albert Fabre-Luce ou encore Pétain et les partisans de la révolution nationale.
- c) Contestation de l'ordre portée par les non-conformistes (Jean-Louis Loubet del Bayle), qui cherchent une 3<sup>e</sup> voie, entre libéralisme et marxisme, pour surmonter les clivages sociaux, politiques, et culturels et pour s'émanciper des moules de la vie politique partisane. Deux branches : l'une spiritualiste et l'autre plus réaliste pour apporter des solutions concrètes (O. Dard). Les non-conformistes analysent la crise comme une crise de la civilisation et une crise de l'individu si bien que les recettes fournies par le capitalisme et le socialisme et les nouveaux cadres idéologiques (le communisme, le fascisme) sont vaines. La revue *Esprit* autour d'Emmanuel Mounier veut construire une nouvelle cité inspirée par l'esprit chrétien (avec Henri Marrou, André Philip, Jean Lacroix) et dont le pivot serait la personne (le personnalisme). Mounier n'en porte pas moins un regard très critique sur l'église catholique, qui s'est trop embourgeoisée et s'est compromise avec cette civilisation bourgeoise. Critique à laquelle se joint celle de J. Maritain, qui veut créer les bases d'une nouvelle chrétienté. *Ordre nouveau* (Robert Aron, Arnaud Dandieu), *Jeune droite*, *La revue française*, *La revue du siècle* développent les idées des non-conformistes : rejet du parlementarisme, du marxisme, du capitalisme, refus de la gauche comme de la droite, renouvellement des élites, rejet de l'individualisme égoïste et construction de nouvelles solidarités.
- d) Des voix s'élèvent contre les positions officielles du catholicisme (guerre d'Espagne). Remise en cause de l'Eglise tenue pour responsable de la déchristianisation en Europe sous la plume de Mauriac et Maritain, qui réfutent toute idée de guerre sainte en Espagne, Henri Guillemin. Certains dénoncent l'inadéquation de la réponse de l'Eglise aux défis de l'époque et proposent de repenser le lien entre l'Eglise et la démocratie : Henri Guillemin, Maritain, Maurice Blondel. La contestation s'accompagne d'un renouveau de la pensée théologique et ecclésiologique par les Dominicains et jésuites pour ouvrir l'Eglise davantage sur le monde.
- e) Rupture qu'introduit le barthisme venu de la pensée du théologien suisse Karl Barth, avec le protestantisme libéral : la revue *Hic et Nunc* (1932), animée par Denis de Rougemont, Roger Breuil, Henry Corbin ou encore la revue *Foi et Vie*.

### C. Contester l'ordre de la défaite

- 1) *Plusieurs raisons de contester l'ordre : l'armistice, l'État français, l'occupation et la collaboration*
  - a) Contester l'armistice par patriotisme, anti-germanisme, souvenir de la Première Guerre mondiale d'où choix de l'exil (départ des hommes politiques sur le Massilia pour rejoindre l'Afrique du Nord, exils d'écrivains et d'artistes aux États-Unis et en Amérique latine ou à Londres pour rejoindre De Gaulle), notamment pour continuer le combat à partir de l'Empire ou de Londres.
  - b) Contester l'ordre politique, social et moral, voire même esthétique, établi par Vichy, au nom de la conservation républicaine, de l'attachement aux valeurs libérales et démocratiques bafouées par un régime réactionnaire, antisémite, xénophobe, répressif qui recourt à la violence. Contestation à l'opposé, des collaborationnistes, qui jugent la Révolution nationale médiocre, trop conservatrice et veulent aller plus loin dans la collaboration et s'aligner sur l'Allemagne nazie.
  - c) Contester l'ordre qui découle de l'armistice : l'occupation et la collaboration. D'où contestation d'un ordre répressif, fait de réquisitions, économiques et de travailleurs, d'arrestations, de représailles sur les civils, et de déportations. Tourant que constitue l'année 1942, avec les rafles de l'été 1942 (prise de position publique émanant des prélats du sud à la suite de Mgr Saliège par ex.), puis l'occupation totale du territoire à partir de novembre 1942. Refus du STO et de la radicalisation de la violence par l'Etat vichyste et par l'occupant. Développement des pratiques illégales pour se ravitailler dont le marché noir afin d'échapper aux contrôles de l'administration chargée de l'approvisionnement.
  - d) Contestation de l'ordre, qui n'épargne pas non plus les milieux de la Résistance : lorsque celui-ci tend à s'identifier à celui de la France libre et qu'il signifie une perte d'indépendance, lorsqu'il semble inféodé aux communistes, ou qu'il rappelle l'ordre de la Troisième République tenu pour responsable de la défaite (cf. question de la réintroduction des partis politiques dans la Résistance). Réelles divergences politiques et stratégiques entre les différents mouvements de résistance.

2) *Un répertoire d'actions varié : entre archaïsme et modernité des pratiques contestataires*

Les pratiques contestataires doivent s'adapter à un cadre marqué par la suppression des libertés et l'inexistence de l'espace public, la répression permanente et renouent par exemple avec la clandestinité et des formes de mobilisation appartenant au passé.

- a) Contester se fait à toutes les échelles (locale, régionale, nationale et internationale), relevant d'initiatives individuelles ou collectives (ex : le village de Chambon-sur-Lignon cacha 2500 Juifs), spontanée ou structurée et organisée. Résistance civile composée de milliers de petits actes d'opposition (ex. : incivilité à l'égard de soldats nazis, délinquance spécifique contre les troupes d'occupation), parfois inclassables (C. Andrieu). Le sauvetage des Juifs par exemple : 55% fut le fait de réseaux institutionnels et 45% le fait d'actes individuels d'agriculteurs, de religieux, de fonctionnaires insoumis, d'enseignants. Actions locales, isolées, spontanées au début puis se cristallisant autour de réseaux de sociabilités fondés sur l'interconnaissance (ex : le groupe du Musée de l'homme) ou sur un engagement politique préalable puis autour de mouvements et réseaux structurés (Franc-Tireur, Front national, OCM, Libération Nord, Ceux de la Résistance, Ceux de Libération et Front Natio-

nal ...), puis d'une organisation de mieux en mieux fédérée à l'échelle nationale et en lien avec la dissidence de Londres puis d'Alger, qui voit le jour avec le CNR.

- b) Les contestations prennent plusieurs formes bien connues : sabotage, lutte armée contre l'occupant, guérilla, recours à des attentats par les communistes, renseignement au profit de la Grande Bretagne, propagande, évasion et sauvetage (cacher des résistants, des juifs...), presse clandestine, exfiltration d'aviateurs abattus. En fait, elles empruntent des modalités variables qui brouillent la distinction que C. Tilly établit entre archaïsme et modernité du répertoire d'actions collectives selon C. Andrieu, dans la mesure où la résistance vient essentiellement d'en bas, sans doctrine préétablie ni leader pré-institué. Aussi, les résistants reprennent de vieilles pratiques, de détournement des rites et des fêtes autorisées. Ex. à Montbéliard, pour Noël 1942, l'archiprêtre de la cathédrale fait porter l'étoile juive à l'enfant de la crèche et à ses parents (Joseph Ball). Les enterrements des aviateurs alliés ou des victimes de la gestapo et de la Wehrmacht se prêtent aussi à une sorte de manifestation dans la manifestation. Les « manifestations de ménagères » renouent avec les émeutes de subsistance : elles sont le fait de femmes au foyer, qui, devant les marchés vides, forment des cortèges pour réclamer du pain pour leurs enfants. Les maquis présentent quelques analogies avec les repaires des bandits de l'époque moderne. Campagne de V en 1941 ou les croix de Lorraine sur les murs, dessinées à la hâte en trois coups de craie. Les membres de la Résistance organisée sont plus enclins à s'inspirer des usages de l'époque contemporaine, qu'ils retournent contre l'ordre vichyste ou allemand : fête du 14 juillet (cortèges affichant des drapeaux, des fleurs ou des vêtements aux couleurs nationales) ; le 11 novembre est l'occasion de manifestations (en 1940 à Paris, 5000 lycéens et étudiants descendent les Champs Elysées ; en 1943, défilés patriotiques dans toute la France, avec parfois la participation du maquis local). Bien qu'interdite sous l'occupation, la grève n'en est pas moins absente du paysage contestataire : arrêts de travail en région lyonnaise en octobre 1942, grève des mineurs du Nord et Pas de Calais (27 mai – 10 juin 1942). Après le débarquement, la CGT met la grève générale à l'ordre du jour, lancée dans la région parisienne à partir du 10 août 1944.
- c) Dans le domaine esthétique, en rupture avec les canons esthétiques promus par Vichy : le mouvement Jeune France étudié par Laurence Bertrand-Dorléac verse dans l'abstraction comme Soulages ou s'affranchit de la tradition française au sens où le conçoit Vichy (Charles Lapicque, Jean-René Bazaine, Jean Fautrier).
- d) Signalons également le phénomène des zazous qui s'inspirent des modes culturelles américaines et affichent une anglophilie, défiant les autorités, allemandes et françaises.

### 3) *L'acmé de la contestation : libération et châtements des complices de l'ordre vichyste et allemand*

La Résistance se donne comme objectif de restaurer la souveraineté nationale, la République et un régime démocratique, de reconquérir un espace légal de contestation en rétablissant les libertés fondamentales et publiques. Elle se dote des structures d'un Etat clandestin doté d'une armée des ombres. Elle promeut l'établissement d'une démocratie économique et sociale (cf. programme du CNR).



Appel à la libération, à la manifestation-levée en masse selon la classification de D. Tartakowski, pour libérer le territoire et rétablir la légalité républicaine, doublé de l'espoir d'une insurrection populaire et révolutionnaire pour les communistes : débat ouvert par A. Kriegel, P. Buton et J-J. Becker. Seules 5 villes ont connu une libération insurrectionnelle, avec combats entre résistants et occupants ou reddition de l'occupant devant les forces insurgées et participation importante de la population par la grève générale ou l'érection de barricades (Paris, Lille, Marseille, Limoges et Thiers), mais ailleurs, des centaines de villes ont été libérées par l'abandon volontaire ou contraint des forces allemandes sous la poussée des armées alliées, souvent aidées par les FFI des campagnes. Sur 212 villes : 5 (2%) ont été libérées par la Résistance dans un processus insurrectionnel ; 28 (13%) libérées avec l'appui significatif des FFI mais sans que la population n'entre en action. Enfin, l'épuration politique et économique doit quant à elle permettre de châtier tous ceux qui ont été les complices de l'ordre vichyste et allemand.

### III. VERS UNE EXTENSION DU DOMAINE DE LA CONTESTATION ?

Alors que les pouvoirs publics, les gouvernements issus de la France libre et résistante auraient pu croire que le traumatisme de la guerre, la volonté de reconstruire, l'aspiration à la prospérité et à davantage de protection partiellement satisfaite par l'ensemble des mesures prises sous l'inspiration du programme du CNR conduiraient à une France comme réconciliée et pacifiée, la « police », entendue dans l'acception de Jacques Rancière comme un ordre où chacun est à sa place, fonctionnement institutionnel et constitutionnel du pouvoir, État, société pacifiée, n'a jamais réellement régné en France. Le 8 mai 1845 quand est signé l'acte de capitulation, éclatent à Sétif des émeutes qui, réprimées brutalement, annoncent la fin définitive de l'ordre colonial. Deux ans plus tard, des grèves considérées comme potentiellement insurrectionnelles annoncent le refus de l'ordre international issu de la division des blocs, du moins la contestation de l'ancrage occidental de la France. 1968, année-phare et acmé de la contestation doit à cet égard s'inscrire dans une périodisation longue dont on peut étudier les éléments annonciateurs, notamment dans le domaine de la culture.

Deux autres tendances se dessinent pour cette période : le déploiement international de la contestation s'accroît ; les très rapides progrès de la contestation de l'ordre masculin, hétérosexuel, plus généralement de l'ensemble des normes sociales jusqu'à présent marginalement remises en cause.

La troisième partie peut suivre un plan chronologique et thématique à la fois. La remise en cause de l'ordre colonial et la contestation de l'ordre mondial lié à la guerre froide constituent la première sous-partie. La réflexion sur le long 68 débutera par l'analyse des bouleversements sociaux et culturels annonçant la contestation universitaire, sociale et politique et se terminera par les années de contestation radicale qui nous conduisent jusqu'à la fin des années soixante-dix. Le réveil de l'extrême-droite, la déception à l'égard du bilan de la période socialiste nourrissent la contestation des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

#### A. La contestation de l'ordre « occidental » et républicain

##### 1) *La fin de la France coloniale*

L'après Seconde Guerre mondiale se traduit par un double mouvement. D'une part, la sortie de guerre nourrit de profonds espoirs que suscitent la politique américaine, la conférence de Brazzaville et l'émergence de nationalismes. D'autre part, la situation économique, dans les années 40 s'aggrave et provoque une profonde misère chez les colonisés. La confluence de ces deux données suscite de violentes insurrections. Au Sénégal, une mutinerie éclate ainsi à Tiaroye en décembre 1944. La répression, violente,

provoque 35 morts. En Algérie, une grande manifestation organisée pour obtenir la libération de Messali Hadj tourne à l'émeute le 8 mai 1945, provoquant côté algérien au moins 1500 morts. Dans tous les cas les causes économiques et les causes politiques s'entremêlent.

L'Union française mise en place sous la IV<sup>e</sup> République ne contient pas d'avancées significatives pour calmer les ardeurs indépendantistes des élites dont les partis qu'ils dirigent réclament désormais une évolution radicale des liens entre la métropole et les colonies.

La volonté nette d'émancipation s'explique par plusieurs facteurs : politisation des sociétés encouragée par la syndicalisation qui organise des conflits sociaux durs (comme au Sénégal en 1947-48) ; l'héritage de l'occupation japonaise en Indochine ajoutée à la perte totale de prestige de la métropole (c'est le cas dans la plupart des colonies) se voit renforcé par la force du communisme. C'est le moins le cas ailleurs, mais le nassérisme, l'esprit de Bandoeng, tout cela contribue à donner force politique et idéologique au rejet de l'occupant colonial ; le refus de toute évolution des élites coloniales (de D'Argenlieu, aux ultras d'Algérie) ; les inégalités économiques et les conditions de subordination totale, même des anciens combattants qui se sentent humiliés – voir le cas des indépendantistes du FLN à l'image du sergent Amar Ouamrane, chef de la wilaya IV.

La décolonisation est aussi le résultat d'un processus d'évolution au sein même de la métropole de journalistes, d'hommes d'affaires, de hauts administrateurs, sans oublier certaines forces politiques. Au PCF s'ajoutent désormais une partie de la SFIO, des radicaux (PMF). Ils sont en outre légitimés par l'Église, des intellectuels de gauche (Bourdieu) mais également de droite (Aron).

À l'exception de Sékou Touré, de N'Krumah ou du FLN algérien, toutefois peu d'expériences socialistes de rupture ont été tentées. La contestation de l'ordre colonial ne s'accompagne pas d'une rupture politique et idéologique avec les élites intellectuelles occidentales. Tout au plus le concept de négritude est une contestation de l'hégémonie culturelle blanche.

## 2) *Le refus du jeu normal des institutions et du bloc occidental*

- a) Dans un premier temps, la droite subversive ayant provisoirement disparu, compromise avec la collaboration, seuls, à gauche, les trotskystes incarnent le refus de l'ordre démocratique et constitutionnel. Certains se risquent à opérer un amalgame entre l'occupant et les libérateurs, mais les militants ont résisté. L'impérialisme allemand est jugé pire que l'impérialisme américain sauf chez quelques théoriciens. Profitant de la présence des communistes au gouvernement, les trotskystes créent des soviets en région parisienne, réalisent même plus de 5% dans certaines circonscriptions électorales en 1946 avant de s'effondrer, victimes à la fois de la mise au pas du PCF et des divisions internes. La tendance de l'Union communiste fondée par « Barta » a été à l'origine de la grève aux usines de Boulogne Renault (voir plus loin pour la mouvance trotskyste).
- b) La rupture définitive du PCF d'avec le jeu parlementaire classique qu'il a contribué à créer a lieu en septembre 1947 avec la conférence de Sklarska Poreba en Pologne et la création du Kominform. Les dirigeants italiens et français sont accusés de « crétinisme parlementaire » par Jdanov ce qui conduit le parti français à renouer avec la politique d'affrontement hostile aux institutions « bourgeoises » qui était la sienne avant 1935 ou après le pacte germano-soviétique.
- c) Le PCF en France soutient désormais les mouvements sociaux qui se multiplient en raison de la hausse des prix non compensée par celle des salaires. A la mi-novembre un énorme mouvement de grèves se déclenche avec des émeutes

(Marseille). Les affrontements avec les forces de l'ordre mettent le pays au bord de la guerre civile. L'agitation est presque maîtresse dans le Midi. A Saint-Etienne, le 29 novembre 1947, 30 000 grévistes, mineurs ou ouvriers du secteur textile affrontent violemment des CRS avec des barres de fer. Le ministère de l'Intérieur Jules Moch fait intervenir l'armée. Début décembre, des militants cégétistes font dérailler un train qui reliait Paris à Tourcoing, croyant qu'il transportait des CRS. L'accident fait 20 morts et 50 blessés. Un an plus tard, les grèves des mineurs du Nord-Pas-de-Calais prennent également un aspect insurrectionnel (barricades, actes de sabotage) et sont durement réprimées.

- d) Si les mouvements sociaux s'atténuent, le PCF continue d'occuper la rue, cette fois suivant des mots d'ordre politiques et internationaux, en multipliant les manifestations à Paris contre l'alliance atlantique, pour la paix, contre la guerre de Corée, l'armée et la politique américaines. Comme l'a montré Danielle Tartakowsky, après avoir tenté de renouer avec la geste résistante et l'esprit de la libération, en appelant à manifester sur les Champs-Élysées, le PCF se replie désormais sur le triangle République-Bastille-Nation où il peut mieux rassembler ses troupes. La manifestation la plus connue, interdite par le gouvernement, est celle du 28 mai 1952. Cette fois, après avoir été accusé par le Kominform de reculer, le PCF entend tenir la rue, quoi qu'il en coûte.
  - e) Les historiens s'accordent à dire que tout en voulant maintenir un climat d'instabilité et de désordre continu, le PCF ne cherchait pas à renverser le régime. Son chef, Thorez a plus d'une fois reculé devant le déchaînement de violence. Il n'en est pas forcément de même pour les militants les plus durs et déterminés, mais également pour un dirigeant aussi radical qu'Augustin Lecœur (qui avait organisé la grève des mineurs en 1941). Le fait que Lecœur soit écarté et expulsé du parti témoigne *a contrario* que le Kominform ne voulait pas que le PCF aille au-delà d'une certaine limite.
  - f) La France se caractérise aussi par la persistance du poids militant, électoral, syndical, associatif et intellectuel du trotskysme. Sans doute l'orthodoxie stalinienne du PCF durant les années cinquante laisse une place non négligeable à un courant qui rassemble des ouvriers en rupture de parti, des syndicalistes révolutionnaires, des anarchistes et de grands intellectuels. On pense à *Socialisme ou Barbarie* (Castoriadis, Lefort) qui contribue à dénoncer le totalitarisme et conteste au parti communiste son *leadership* intellectuel sur le marxisme, l'anticapitalisme, le socialisme révolutionnaire. Pour autant, c'est à partir de l'apparition d'un socialisme tiers-mondiste antiaméricain que le trotskysme est de nouveau présent sur la scène politique (voir 2° sous-partie).
- 3) *Le refus de l'ordre républicain : réémergence de la droite radicale, ambiguïté du gaullisme d'opposition et phénomène poujadiste*
- a) Si les collaborationnistes qui ont échappé à l'épuration demeurent marginaux, l'amnistie de 1953 alors qu'il ne restait qu'1% de prisonniers pour fait de collaboration permet aux écrivains, journalistes, intellectuels pronazis ou profascistes de sortir à nouveau de l'ombre. Xavier Vallat peut ainsi tranquillement dédicacer son ouvrage sur Maurras ou ses mémoires (1953-57). Maurice Bardèche, le beau-frère de Brasillach, peut tout aussi tranquillement sortir un nouveau pamphlet antisémite, premier manifeste du négationnisme (*Nuremberg ou la Terre promise*, 1948). L'organisation d'un banquet des Mille à Versailles le 14 mars 1948 permet aux anciens ministres de Vichy de réapparaître et faire le procès du résistencialisme. Un comité pour la libération du maréchal Pétain est mis en place.

Il existe également tout un courant littéraire réuni autour de l'éditeur « La Table Ronde », les Hussards Noirs (Déon, Blondin, Marceau, Nimier) qui contestent à la fois le « nouveau conformisme » de la littérature engagée (à gauche), mais aussi, au-delà du domaine littéraire, l'hégémonie supposée des valeurs issues de la Résistance.

- b) Le RPF créé par de Gaulle, fort du prestige et de la légitimité de son leader et de ceux de son entourage (Debré, Chaban, Rémy), maintient une hostilité non dissimulée à l'égard des institutions de la IV<sup>e</sup> République dont les gouvernements sont considérés comme « illégitimes » par le général. En outre, le maître d'œuvre des rassemblements gaullistes, le colonel Rémy, développe sa thèse du bouclier et de l'épée pour décrire une prétendue répartition des rôles entre Pétain et de Gaulle, ce qui affaiblit objectivement un rassemblement qui ne comprend pas seulement des anciens Français libres et résistants.
- c) Le phénomène poujadiste (UDCA) : au départ, la révolte de petits commerçants s'inscrit dans la continuité des actions collectives de cette catégorie socio-professionnelle : manifestations-processions des années 1925-1926, manifestations-insurrections souvent violentes et interdites de 1933, manifestations d'action directe de l'immédiat après-guerre ou « action civique » menée par la CGPME de Léon Gingembre à partir de 1948. Le mouvement de 1953 contre le contrôle fiscal relève de l'action directe. Un élu communiste prévient P. Poujade de l'imminence d'un contrôle fiscal. Le papetier de Saint-Céré fils d'un membre de l'AF, engagé dans le PPF à la fin des années trente, a rejoint la France libre en 1943. Militant anticommuniste au sein de Paix et liberté, il est élu en 1953 aux municipales sous l'étiquette ex-RPF. Les mouvements antifiscaux, plus organisés que ceux de l'après-guerre, se développent par capillarité, plus structurés et volontaires. Les manifestations d'opposition aux contrôles fiscaux ou ventes sur saisie empruntent leur répertoire d'action à celui qui fut déployé par Dorgères dans les années trente pour défendre les réfractaires à l'immatriculation aux assurances sociales ou par les militants communistes en lutte du côté des métayers. Lien avec les communistes jusqu'à la rupture de l'automne 1954. Le contrôleur constate qu'il ne peut faire son travail ou s'abstient de venir. Après l'échec du contrôle ou de la saisie, des cortèges s'organisent vers la préfecture ou la sous-préfecture. Le durcissement de la législation ne fait qu'accentuer les mobilisations. Au départ celles-ci ne dépassent pas le quart sud-ouest. Appel à fermeture des boutiques en cas de contrôle, puis formation de cortèges. A partir de 1955, Poujade organise une manifestation à Paris qui réunit plus de 100 000 personnes. On assiste alors à une nationalisation du mouvement, même si la mobilisation n'est pas continue et donne des signes d'essoufflement. L'apaisement joué par l'Assemblée nationale porte son effet, mais la transformation du mouvement en force électorale après la dissolution de l'Assemblée profite au mouvement. Celui-ci capte alors les mécontentements, en fédérant les frustrations des vaincus de 1944. A l'antiparlementarisme, aux slogans antisystème, s'ajoutent désormais un antisémitisme évident et une dénonciation des « bradeurs » d'Empire, rappelant le phénomène des ligues, dans la continuité de la contestation nationaliste. « Union et fraternité française » qui réunit les 52 élus voit arriver des anciens de l'AF ou du PPF. Les discours antisystème se poursuivent, des troubles aux cérémonies officielles s'organisent. Le programme est la convocation des états généraux, une amnistie fiscale, une réforme constitutionnelle, le renforcement de l'exécutif. L'échec de la mobilisation puis celui de Poujade aux élections partielles conduisent à la radicalisation d'activistes.

#### 4) *Le 13 mai 1958 : l'ordre républicain renversé ?*

Le 13 mai 1958, une vaste manifestation à Alger menée par les colons dégénère en un quasi *pronunciamento* de l'armée française qui menace de débarquer dans la métropole. Le gouvernement tente de résister, mais de Gaulle, dont les partisans ont attisé les braises et ont manifestement préparé en sous-main le coup de force, s'engouffre dans la brèche et se déclare prêt à « assumer les pouvoirs de la République ». Le premier juin, il obtient les pleins pouvoirs pendant six mois avec la promesse de préparer une nouvelle Constitution. Peut-on parler d'une contestation de l'ordre républicain qui finit par l'emporter ? Les choses sont complexes : le gaullisme d'opposition s'était considérablement affaibli au sein de la société française depuis le gouvernement Pinay (investi avec les voix de députés RPF), puis l'expérience populaire de PMF, mais les réseaux gaullistes restaient très actifs, avec des antennes à Alger auprès des officiers menant la guerre contre le FLN. On leur prête une tentative d'attentat contre le général Salan (attentat dit du « bazooka ») en 1957. Il est certain que Léon Delbecq a été l'un des plus actifs, soufflant le « vive de Gaulle » à Massu le 13 mai sur le balcon de l'hôtel de ville d'Alger. Mais la force de la contestation, l'intention de renverser le régime républicain pour les besoins du maintien de l'Algérie dans la France viennent avant tout des ultras algérois et des officiers supérieurs engagés contre le FLN. En créant un sentiment de panique auprès de la population de la métropole – qui, elle, ne s'est pas révoltée –, ils parviennent à pousser Coty à appeler de Gaulle pour sauver l'ordre républicain, mais pas les institutions de la IV<sup>e</sup>. Les manifestations de protestation contre ce qui apparaît aux opposants comme un *pronunciamento* ne parviennent pas à mobiliser la population contre l'ordre gaulliste qui se met en place entre l'été et la fin de l'automne 1958. C'est désormais de Gaulle et les institutions de la Ve République qui incarnent le nouvel ordre politique et constitutionnel.

#### B. Le long 1968

##### 1) *De la contestation de la culture « académique » traditionnelle au phénomène de contre-culture*

- a) Depuis la fin de la guerre, des voix autorisées issues du monde universitaire s'élèvent contre un enseignement délivré dans certaines disciplines, voire des disciplines elles-mêmes considérées comme manquant le réel, déconnectées de la société, de la réalité politique et économique contemporaines. De fait, les transformations de la discipline historique avec la progression de l'influence des *Annales* (Braudel président du jury d'agrégation à la fin des années quarante) traduisent une contestation de la vision encore lavissienne de l'histoire (même réformée par les nouveaux manuels Mallet et Isaac) : l'histoire des structures et du temps long conteste à l'historiographie traditionnelle leur lecture du passé centrée encore sur l'histoire politique et des gouvernants, lorsque l'historiographie des *Annales* s'attache à retrouver la vie des classes populaires et à mieux comprendre l'évolution de l'humanité en étudiant la géographie ou les cycles économiques. La sociologie et l'anthropologie sont également des sciences « dérangeantes » dans la mesure où elles contestent les certitudes scientifiques : l'occidentalo-centrisme ; le marxisme (son application pour comprendre la société) ; la philosophie même. Le premier domaine, celui de la sociologie, est, avec la psychanalyse celui qui rencontre le plus de succès auprès de la nouvelle génération des étudiants en lettres et sciences humaines. Des revues sont créées (*Cahiers internationaux de sociologie* 1946) qui suivent le paradigme des sciences appliquées. Enfin, l'institutionnalisation et la légitimation académique de ces « nouvelles » sciences s'opèrent par la création d'une licence de psychologie

(1947) et de sociologie (1958). A la fin des années 50 apparaissent les premiers départements d'économie. La sociologie et la psychologie pénètrent l'enseignement secondaire en classe de philosophie. La sociologie conteste ainsi la suprématie exercée jusque-là par la philosophie, comme le prouvent les propos acerbes de Sartre sur ces sciences humaines dont l'objectivité prétendue cacherait une subjectivité qui aurait honte d'elle-même. La sociologie critique joue un rôle essentiel dans la contestation des années soixante, à l'exemple de l'accueil réservé aux *Héritiers* de Bourdieu et Passeron (1964).

- b) Le structuralisme représente plus que d'autres courants la remise en cause d'une conception jusque-là anthropocentrique voire individualiste propre à la conception philosophique depuis Descartes puis les Lumières, puis du libéralisme. Le structuralisme dans le domaine des sciences humaines et sociales prend plusieurs visages : l'antihumanisme théorique de Marx chez Althusser, la mort de l'Homme chez Michel Foucault (*Les mots et les choses*) ; la fin du sujet pensant de la psychologie chez Lacan, la mort de l'auteur chez Barthes, le poids de la longue durée géographique ou moyenne durée économique et sociale dans l'Histoire qui minimise l'événement et le poids de l'action humaine (Braudel). De nouvelles revues popularisent le structuralisme comme *Langages* (1966) pour la linguistique structurale. Appliquée aux sciences sociales, le structuralisme investit le champ de la sociologie (Michel Crozier sur les organisations, Pierre Bourdieu sur la domination).
- c) Dans l'art et la littérature, le structuralisme peut se définir ainsi : « méthode permettant de rendre compte des œuvres sans recourir à d'autres lois que celles qui sont observées dans le réseau tissé par les signifiants eux-mêmes, leurs variations et répétitions, leurs positions relatives dans le système » (Laurent Martin dans Christophe Charle, Laurent Jeanpierre (dir.), *La Vie intellectuelle en France*, Paris, Seuil, 2016, vol. II). 1966 est l'année-lumière du structuralisme selon François Dosse, avec la publication et le succès public de *Critique et vérité* (Barthes), *Les Mots et les choses* (Foucault). Le temps est moins à la création qu'à la déconstruction. Désormais l'œuvre ne peut être expliquée que de l'intérieur, sans recours à quoi que ce soit d'extérieur à elle (intentions de l'auteur, idéologie). « La linguistique structurale est alors la science reine du dévoilement-décentrement du sens, dé-sémantisation radicale, éclipsant les autres approches (Nelly Wolf, *Une littérature sans histoire. Essai sur le Nouveau Roman*, 1995). Ex. Gérard Genette et Todorov, *Poétique* (1970).
- d) Barthes, Genette dénoncent l'illusion biographique (les intentions de l'auteur et la singularité de la création), l'illusion de la représentation par le texte. On ne parle plus de sujet, de sens, de vérité, l'auteur disparaît au profit du « scripteur », ou de l'écriture.
- e) La culture des années soixante doit être un acte subversif pour les artistes, philosophes et écrivains qui veulent aller au-delà même de la position d'avant-garde. L'origine doit en partie au *lettrisme* d'Isidore Isou. Le lettrisme est un peu le paradigme de la démarche des artistes et littérateurs qui veulent rompre avec les impasses de l'art et de la littérature de l'avant-guerre mais aussi de sa renaissance telle qu'on a pu l'analyser après la guerre : remise en cause de l'art en tant que sphère séparée et spécialisée ; refus de la position passive du spectateur ; destruction du statut privilégié de l'artiste... Le situationnisme (Guy Debord) est avant tout une réaction radicale et provocatrice issue des rangs du lettrisme contre la société de consommation, la société du spectacle, l'autorité sous toutes

ses formes, le travail. Certains courants artistiques s'en inspirent. L'idée situationniste de *détournement* consiste par exemple à réutiliser des objets et des emblèmes de la culture à des fins subversives. Les accumulations (Arman), les assemblages (Tinguely), les performances du corps de Klein qui peint le corps des femmes en bleu et les fait s'étendre sur une toile posée à même le sol rappellent le dadaïsme. Ex. Arman qui remplit la galerie d'Iris Clert de détrit. Forme de démythification de l'art à la façon de Roland Barthes pour la littérature. La performance de Niki de Saint-Phalle invite le public à participer à la « création artistique » en tirant avec des pistolets puis avec des fusils de chasse, sur des sacs de pigments accrochés derrière des toiles puis recouverts de plâtre. On remet en cause l'acte de création comme le voulait le lettrisme. Christo expose plusieurs projets subversifs comme le *Projet du mur provisoire de tonneaux métalliques* rue Visconti dans Paris 6<sup>e</sup>.

## 2) *Une contre-société s'esquisse*

- a) Le situationnisme ne peut se résumer à l'art. Très faibles numériquement, les situationnistes « condensent l'essentiel des aspirations à la révolution » (Ludvine Bantigny, « Flux et reflux de l'idée révolutionnaire, dans Christophe Charle, Laurent Jeanpierre (dir.), *op. cit.* p. 639-662). A leurs yeux, l'existence quotidienne doit être radicalement transformée. Inspirée par Marx, « la critique de l'exploitation et du fétichisme de la marchandise s'adapte aux formes contemporaines du capitalisme » (*ibidem*). Le manifeste pamphlet de novembre 1966 « De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier » rencontre un succès grandissant avec la révolte de mai 68 (de 10 000 exemplaires après la parution à 300 000 après mai (Anna Trespeuch-Berthelot, *L'Internationale Situationniste. De l'histoire au mythe (1948-2013)*, Paris, PUF, 2015). Le situationnisme apparaît comme une forme radicale de contestation : le jeu, la fête, la subversion, autant de moyens de rompre avec la société (pas seulement celle du spectacle), la propriété (pratique du plagiat). Tout le vieux monde doit être balayé.
- b) L'apparition du *Deuxième sexe* en 1949 est le premier signe de contestation du retour à l'ordre familial lié à l'après-guerre (maternité). En refusant le caractère naturaliste de la définition de la femme, en dénonçant les déterminants sociaux qui confinent la femme dans la sphère de la reproduction, l'ouvrage libère la parole et l'action en faveur du contrôle des naissances (fondation en 1956 par Marie-André Lagroua Weill-Hallé et Évelyne Sullerot, de l'Association Maternité heureuse qui devient en 1960 le Mouvement français du planning familial dont le succès est rapide avec plus de 100 000 adhérents en 1966). Il faut toutefois attendre l'après-1968 pour que s'éveille le féminisme contemporain.
- c) La contestation touche également le domaine religieux, plus précisément, au sein de l'Église catholique secouée à la fois par la baisse sensible de la pratique (de 37% de fidèles assistant régulièrement à la messe dominicale en 1952 à 24% en 1960) et par la fermeture du pape Pie XII et de la Curie aux propositions nouvelles de grands théologiens (Daniélou), aux prêtres-ouvriers, aux tentatives de pastorales à l'usine. A la suite de Vatican II, un « parti français » émerge, partisan d'une pastorale de proximité, très moderne dans sa liturgie. Il influence Rome et notamment le *Gaudium et spes* qui renverse la perspective jusque-là suivie par l'Église : ce n'est pas l'Église qui doit s'adapter à cette dernière, mais elle qui doit s'adapter au monde. La crise du milieu des années soixante ne

l'épargne pourtant pas : les mouvements d'action catholique (JEC, JAC, JOC, MRJC) n'acceptent pas que l'épiscopat tente de limiter leur indépendance et leur politisation. « Crise d'autorité et phénomène générationnel se manifestent dans les séminaires et dans le recrutement » (Philippe Levillain).

### 3) 1968 ou la convergence brutale de toutes les contestations

- a) La révolte. On ne fera pas toute l'histoire de mai 1968 en France, pas plus que celle de ses innombrables interprétations : énième « fièvre hexagonale » (M. Winock), à savoir une crise protestataire de la société comme la France en a connu depuis la Commune ; révolte de la génération des baby-boomers, singulièrement des jeunes voulant rompre avec une conception autocratique du pouvoir et une société liberticide dans le domaine des mœurs, de l'éducation, de la culture ; poussée d'une extrême-gauche radicale – notamment des maoïstes (voir plus loin)... ? Tout cela à la fois, ainsi que la rébellion d'une partie notable du monde de la culture (cinéastes, étudiants des Beaux-Arts, ORTF), l'éveil du féminisme, la poussée écologiste, les revendications des droits des homosexuel.le.s. Gilles Lipovetsky a dit que mai 68 en France pouvait se résumer à cette formule : « Tout contester, rien proposer ». Ludivine Bantigny qui le cite (*1968. De Grands soirs et petits matins*) refuse cette critique. Elle souligne que la désobéissance sociale et politique exprime le rejet d'un ordre imposé et supposé partagé et indique que mai 68 ne peut se comprendre qu'en le resituant dans une plus longue temporalité : les manifestations violentes des agriculteurs, notamment les viticulteurs du Midi et les éleveurs de l'Ouest de la France, victimes de la concurrence européenne ; le refus de la société de consommation (voir plus haut avec le situationnisme) ; la remise en cause de l'ordre occidental (de la décolonisation à la protestation contre la guerre du Vietnam) ; la découverte d'une société bloquée où la culture même et la réussite éducative et professionnelle sont le fruit d'un héritage – *Les Héritiers* sont précisément mis en scène en 1968. L'auteure parle ainsi de « rupture d'accommodement ».
- b) Il faut évoquer les raisons de cette volonté de rupture : la crainte d'un déclassement de la jeunesse face au manque de débouchés malgré une formation universitaire elle-même sujette à caution, alors même que l'on glorifie la grandeur nucléaire de la France et la consommation à outrance qui semble l'emporter dans l'esprit de la société, sur l'avenir intellectuel et professionnel de la jeunesse ; l'aliénation au travail que ne peuvent guère corriger des satisfactions matérielles et quantitatives, d'où la rupture avec les syndicats et leurs méthodes (« Comment pourraient-ils accepter de travailler comme des machines, des outils, à qui il est interdit de s'informer, de penser, de s'organiser et de s'épanouir ? », L. Bantigny) ; bien sûr, la contestation de l'ordre géopolitique, même s'il est peut-être en France moins mis en avant qu'en Allemagne par exemple ; le refus enfin de l'opposition « ordinaire », celle de la contestation « légaliste », une forme d'opposition « officielle » : le parti communiste l'incarnerait aux yeux des révoltés, attaché qu'il est à l'ordre qu'il brandit, tout comme les mots de « calme », de « discipline », voire d'autorité. C'est précisément cette dernière qui est contestée.
- c) Il y a ensuite les formes de cette contestation. L'occupation et le blocage des lieux de travail, des facultés, des théâtres comme établissant un rapport de force qui défie l'ordre, le monde social et ses hiérarchies, le pouvoir. Les barricades dès le 3 mai rappellent les heures révolutionnaires parisiennes, et



plus encore, la Commune (« Commune étudiante »). Grévistes et étudiants se présentant comme une alternative assumée au régime et au système, une rupture à l'égard de l'État, du « grand récit national », occupent des lieux « étrangers aux espaces de souveraineté qui, souvent, sont des territoires sociaux » (Danielle Tartakowsky) : la Sorbonne, l'Odéon, la rue Gay-Lussac, le stade Charléty et non plus République-Bastille-Nation ou l'Assemblée nationale. L'enjeu est désormais d'envisager une autre vie que celle riviée à la société de consommation, de façonner son propre destin et non pas seulement d'obtenir des avantages matériels, bien qu'ils soient essentiels. « Des hommes, pas des robots » : tel était déjà le slogan de la grève lancée à la Rhodiaceta de Besançon en 1967 et repris au fil des nouveaux événements (L. Bantigny).

#### 4) *Antériorité et postérité de 1968*

##### a) Les fortunes diverses et éphémères de l'extrême-gauche en France.

- La IV<sup>e</sup> Internationale qui a orchestré l'unification des mouvements trotskystes cherche depuis la fin des années cinquante des centres de la Révolution à Belgrade, en Algérie à Cuba, au Nicaragua. Che Guevara devient rapidement une figure de référence et une icône. Le fondateur de la IV<sup>e</sup> (Pablo) crée l'Alliance marxiste révolutionnaire qui se tourne vers l'autogestion, la contre-culture (*Actuel, Vive la Révolution*), une tendance « rock-pétard » (Daniel Lindenberg). On trouve la LCR présente parmi les milieux artistiques théâtraux et cinématographiques. Une tendance libertarienne peut s'inspirer de l'ouverture de Trotski à la transformation des modes de vie. Lutte Ouvrière est beaucoup plus fermée en ce domaine, privilégiant également l'électoratisme (Barcia, 1968). Enfin, citons le bordighisme, le plus radical dans sa contestation, de la démocratie, de la liberté individuelle, de l'antifascisme même, dans l'attente eschatologique de la Révolution. Venu du situationnisme ou de Socialisme ou Barbarie, le mouvement renaît en 1967 (Jean Barrot, *Mouvement communiste*), confiné à des intellectuels « bourgeois » (Maximilien Rubel, Jean Malaquais ou le psychanalyste Jean Laplanche).
- Le maoïsme : toutes les dissidences marxistes léninistes sont après 1960 des branches du tronc communiste. Certains partis nés en 1961 à l'instigation du PCC sont plus ou moins des clones du PCF : PCMLF ; Parti communiste révolutionnaire surtout dans la région Rhône-Alpes. Il faut bien sûr citer la Gauche prolétarienne (1968-1974). A l'origine Althusser et les Normaliens exaltés par la Révolution culturelle prolétarienne en Chine. Ils fondent, en se séparant de l'UEC, l'UJCML et rallient les Comités Vietnam de Base. Le mouvement passe à côté du mouvement de mai 68, condamnant le mouvement étudiant. Robert Lihnart cède la place à Benny Lévy qui en fondant la GP rompt avec la théorie d'Althusser et une partie du corpus marxiste-léniniste pour épouser cette fois les aspirations de Mai 68 : rejet de toute hiérarchie, jouir sans entraves et révolte antiautoritaire outre bien sûr la révolution prolétarienne. Réconcilier Marx et Bakounine (situationnisme). La GP ne regroupe qu'une minorité de l'ancienne UJCML, mais attire les anciens du 22 mars dont Serge July par ex.
- Les anarchistes : avec le développement de l'État-providence, c'est l'idée de travailleurs agissant pour et par eux-mêmes, en vue de l'amélioration immédiate de leur sort et de la préparation révolutionnaire, qui semble devenir

obsolète. La remise en cause de la société de consommation et les expériences d'autogestion donnent un regain de fortune aux thèses libertaires. On remet en cause les manières de vivre, d'aimer ou d'être ensemble des sociétés démocratiques. Le caractère libertaire de Mai 68, son caractère spontané, sa dénonciation des bureaucraties syndicales et étudiantes, des slogans appelant à la créativité individuelle et l'auto-organisation des travailleurs par le bas, sans chefs, rompant avec une tradition étatique et jacobine omniprésente doivent beaucoup aux thèses anarchistes.

#### b) Le féminisme

Les femmes étaient très présentes lors de mai 68. On les retrouve dans les services d'ordre des manifestations, presque à parité avec les hommes. Le film documentaire *Reprise* sur la reprise du travail aux usines Wonder a illustré la convergence du combat contre l'aliénation au travail et celui en faveur des femmes victimes de harcèlements. Il faut également citer l'influence du féminisme outre-Atlantique. En août 1970, « en signe de solidarité avec une grève du devoir conjugal à New York, quelques femmes, dont les écrivains Christiane de Rochefort et Monique Wittig, déposent une gerbe à l'Arc de Triomphe en hommage à la femme du soldat inconnu » (Noëlline Castagnez) : « Il y a encore plus inconnu que le soldat ; sa femme » et « Un homme sur deux est une femme », proclament alors leurs tracts. C'est l'acte de naissance du Mouvement de libération des femmes (MLF). Le MLF fait du combat pour les droits de femmes une lutte distincte de la lutte des classes : le patriarcat existe en effet au sein même des mouvements révolutionnaires et le sexisme est bien présent chez les contestataires de mai 1968, comme en témoigne un certain nombre de bandes dessinées situationnistes. Il y a cependant un lien étroit entre la radicalité des mouvements féministes et l'ultragauche. On peut citer l'ex. d'une tendance « lutte des classes » du MLF. Ainsi, il n'est pas rare de voir le lien entre libération de la femme, renversement de la société, révolution socialiste, abolition du mariage, communautarisme, collectivisation des moyens de production. L'action politique : la pétition (ex. du manifeste des 343 avouant avoir avorté, 1971) ; la ou les personnalités ou orateurs de talent (qui conduit à une médiatisation) ; la multiplication des communiqués de presse, des lettres à la rédaction, des conférences, des anthologies d'articles, des sondages, les manifestations publiques. L'action des féministes prend une double voie : le courant libéral-égalitaire et l'instauration d'un monde sexuellement neutre, une fois accordée l'égalité des droits ; le courant différentiel (Hélène Cixous, Luce Igaray) qui ont exploré l'« altérité » des femmes (issue notamment de la tendance psychépo du MLF lancée par Antoinette Fouque).

#### c) Le mouvement homosexuel

Comme le mouvement féministe, l'inspiration vient d'outre-Atlantique. Le mouvement de libération gay et lesbien entre dans le cadre des luttes révolutionnaires aux côtés des étudiants. Le Front homosexuel d'action révolutionnaire créé en mars 1971. Guy Hocquenghem (*Le désir homosexuel*) en est l'un des manifestes : rejet du conformisme bourgeois et du système capitaliste. Très vite, les mouvements lesbiens se détachent des gays et rejoignent le MLF. La dépénalisation de l'homosexualité en 1982 est l'une de leurs premières victoires, mais la reconnaissance des droits des homosexuels est loin d'être acquise avant la fin des années 90.

#### d) Le mouvement écolo

En 1972, 10 000 personnes participent à la première manifestation en vélo à Paris qui est organisée après qu'a paru une myriade de publications, mais aussi une profusion des associations regroupées en la Fédération française des sociétés de protection de la nature. Les combats sont menés contre le nucléaire, contre l'extension du camp au Larzac, pour Lip. Importance de la pensée d'André Gorz (*Écologie et Politique*, *Écologie et Liberté*, publiés en 1975 et 1977) : dépassement du capitalisme et du socialisme par l'autonomie des communautés et des personnes. Il faut également citer les écrits d'Ivan Illitch énonçant qu'à partir d'un certain seuil de transformation, la technique devenait non plus libération mais aliénation de l'individu. Idées reprises dans une collection au Seuil (Jean-Pierre Dupuy, « Technocritique »). René Dumont se présente aux élections présidentielles de 1974 avec un programme de rupture : dénonciation de l'épuisement des ressources, du pillage du Tiers Monde, de la croissance de la population, de l'urbanisation croissante, de la société de consommation.

C. Des violences révolutionnaires à la contre-révolution et à la monopolisation relative de la contestation par l'extrême-droite

1) *De la contestation à la violence terroriste*

- a) L'enlèvement par un groupe opérationnel de la GP (Olivier Rolin) de Nogrette, chef-adjoint chargé des relations sociales aux usines Renault de Billancourt, peu après la mort de Pierre Overney, militant de la même GP, par un vigile des usines Renault, reste un épisode sans lendemain dans l'histoire de la Gauche prolétarienne qui refuse de passer à l'action directe. Pourquoi n'y eut-il pas de basculement vers le terrorisme ? Est-ce le fruit du hasard ? Il faut plutôt analyser le contexte : la naissance du programme commun de la gauche, la possibilité d'une alternance mais aussi une culture politique moins marquée par la violence comme en Italie.
- b) Cela dit, le groupe *Action directe* récupère les éléments les plus radicaux et violents de la GP après sa dissolution en 1974. Les NAP en 1977 assassine le vigile Tramoni qui avait tué en 1972 Pierre Overney et *Libération* en 1977 en fête l'événement. *Action directe* fondé en 1978 est issu entre autres de GP. Mélange au départ de libertaires, anti-État, sans ligne doctrinale très claire ni cohérente (Rouillan), se contentant parfois de traduire les tracts de BR ou de la RAF. Le groupe lyonnais (André Olivier) est clairement maoïste. Il est possible que le passage à l'acte d'AD en 1982 soit dû à la manipulation de services secrets (iraniens) sans oublier la Fraction Armée révolutionnaire libanaise. Il faut également signaler les liens forts avec les mouvements terroristes allemand et italien : même type d'attentats ciblés ayant fait une vingtaine de morts en tout (ex. Georges Besse, PDG de Renault en 1984). Après avoir accordé l'amnistie aux militants d'AD emprisonnés, croyant sans doute à la fin de toute action terroriste, le président Mitterrand et les gouvernements socialistes puis de Chirac traquent et répriment le mouvement qui n'a pas de suite.

2) *Déclin et renaissance de la droite radicale*

- a) Créée à Madrid en 1961 (février) par Jean-Jacques Susini et Pierre Lagaille, l'Organisation de l'Armée secrète fait référence à l'Armée secrète sous la Résistance et développe une mystique résistentiale qui structure et anime l'organisation. Salan constitue le 30 mars 1962 un CNR représentant « la légitimité française » devant « la carence, l'abandon et la trahison des hommes en place ». Le

combat de l'OAS se transforme de la défense de l'Algérie française en un combat de l'Occident contre le communisme et établit un réseau international (notamment avec l'Italie) qui caractérise désormais l'extrême-droite en Europe (Pauline Picco). Un tract extrême-droite italienne subversive fin des années 60 proclame : « Nous pensons que la première partie de notre action politique doit être de favoriser l'installation du chaos dans toutes les structures du régime. A notre avis, la première action que nous devons déclencher c'est la destruction des structures de l'État, sous couvert de l'action des communistes et des prochi-nois, nous avons d'ailleurs des éléments infiltrés dans tous ces groupes ». Le but est après avoir favorisé l'agitation, de démontrer l'incapacité de l'appareil légal constitué de répondre à cette agitation.

- b) L'idéologie de l'extrême-droite évolue entre les années soixante et les années quatre-vingt. Au racisme intrinsèque d'*Europe Action* (mensuel créé en 1963 par Dominique Venner) qui proclame que la population africaine serait « sous-capable », trahissant ainsi la hantise du métissage que l'on retrouve aussi dans *Défense de l'Occident* (Bardèche) qui défend l'apartheid, succède une vision tout aussi ethniciste mais évitant cette fois toute hiérarchie entre les « races » supposées, celle du GRECE (Alain de Benoist). Le Groupe de Recherche et d'Études pour la Civilisation Européenne (1978), la revue *Éléments*, la revue *Krisis*, le club de l'Horloge entendent réunir droite conservatrice, droite radicale, néofascistes et néo-païens pour définir un programme idéologique et d'action supposé renverser l'hégémonie des idées de gauche responsable de la poussée puis de la victoire de la gauche en 1981 (modèle gramscien). Leurs idées n'évoluent guère depuis. La droite contre-révolutionnaire défend une éthique naturaliste dont les valeurs et les normes dérivent des structures immobiles de la « nature humaine », le rejet d'un égalitarisme qui est supposé contraire à l'ordre du monde ; l'idée que la décadence est née du refus d'observer les hiérarchies et d'obéir aux règles qui fixent l'interaction de l'homme et de la nature, le procès intenté à l'universalisme et à l'abstraction auxquels les traditionnalistes d'hier et d'aujourd'hui opposent l'expérience et l'histoire, l'enracinement dans la terre des ancêtres et la spécificité ethnique, la hantise du métissage, la haine de la démocratie parlementaire, exaltation d'un État fort, le culte d'un ordre moral, autoritaire et fascisant... Depuis 1978, une grande partie de cette droite épouse les idées négationnistes que Darquier de Pellepoix, ancien commissaire aux questions juives et Robert Faurrisson ont pu un temps présenter dans les médias.
- c) L'extrême-droite comme mouvement politique doit attendre les années 80 pour se développer. *Ordre nouveau* en 1969 prône l'action violente. Le mouvement est dissous en juin 1973. Le Front national qui naît en 1972 renonce théoriquement à l'activisme. Il fédère des activistes du GUD (Groupe Union Droit, mouvement étudiant d'extrême-droite), de l'Alliance républicaine pour les libertés et le progrès, le Mouvement jeune révolution, des anciens collabos comme François Brigneau, Gabriel Jeantet, des nostalgiques de l'Algérie française, des néofascistes comme Alain Robert et François Duprat, des anciens de l'OAS. Son fondateur Jean-Marie Le Pen, ancien député poujadiste, affiche un légalisme et un discours euphémisé mais maintient volontairement des ambiguïtés : préférence pour les régimes autoritaires ; admiration non cachée pour des figures comme Degrelle ; dérapages sur le « détail » concernant les chambres à gaz, et autres allusions antisémites ; culte du chef ; anti-établissement ; anti-égalitarisme ; dénonciation des oligarchies ; exaltation de l'État fort... Le discours de Le Pen est toutefois dépourvu de nuances : « Notre pays est aujourd'hui investi

par une oligarchie cosmopolite qui a confisqué tous les pouvoirs et qui, de surcroît, ignore le peuple et ses aspirations » ; féodalités contre démocratie directe ; omniprésence du thème de la décadence ; haine du présent, nostalgie d'un « âge d'or », éloge de l'immobilité, nostalgie du sacré, peur de la dégradation génétique, censure des mœurs et anti-intellectualisme ; phobies du complet en angoisse d'une fin du monde. Le discours porte de façon récurrente sur la dégénérescence, la décomposition, la stérilité... (ex. les réactions face au SIDA).

- d) Le discours anti-immigration (angoisse du métissage, caractère supposé inassimilable des étrangers, xénophobie), un discours hors de l'idéologie de 1789 (P-A. Taguieff), est nourri par la crise économique, la montée du chômage que les gouvernements socialistes ne peuvent enrayer. A partir de 1992, l'Union européenne et sa politique libérale, le thème de la mondialisation, de la concurrence exacerbée des anciens pays de l'Europe de l'Est et bientôt de la Chine sont l'un des moteurs de la progression de l'extrême-droite qui apparaît comme le principal tribun de la contestation.

### 3) *Persistance de la résistance à l'ordre*

- a) Les combats contre ce qui est considéré comme des résistances de l'ordre social et coutumier se poursuivent hors des sphères politiques ou les traversant : il faut évoquer le combat pour la parité politique et l'application réelle de l'égalité hommes-femmes ; celui pour la reconnaissance des droits des homosexuel.le.s à une vie de couple reconnue par la loi ; celui, enfin, pour l'environnement. Ils s'accroissent de nouvelles luttes (postcoloniales, contre la division genrée...) qui traduisent la prolifération des revendications de « rupture » avec un ordre donné, mais aussi l'émiettement voire l'éclatement de ces luttes.
- b) Les luttes sociales classiques ne disparaissent pas pour autant, comme en témoignent les manifestations contre le plan Juppé en novembre 1995 qui renouent avec les grandes grèves antérieures à mai 1968 (on pense aux grèves sur la question des retraites en 1953). Un million de manifestants proteste contre ce qu'ils considèrent comme une remise en cause des principes de 1944 concernant la Sécurité sociale, les services publics. Le mouvement annonce le refus de l'ordre européen et mondialisé, à gauche cette fois, tel qu'il est proposé dix ans plus tard avec la Constitution rejetée par référendum en 2005.